

GRAND CONSEIL Session de mars 2023 - Séance ordinaire
GROSSER RAT Märzsession 2023 – Ordentliche Sitzung

Nº	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
1.	2013-GC-39	Divers <i>Verschiedenes</i>	Ouverture de la session <i>Eröffnung der Session</i>				
2.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
3.	2022-DICS-46	Décret <i>Dekret</i>	Décret relatif au dépôt d'une initiative cantonale - Pour la réintégration de la Suisse au programme de recherche Horizon Europe - Suite directe <i>Dekretsentwurf über die Einreichung einer Standesinitiative bei der Bundesversammlung - Für die Wiederaufnahme der Schweiz in das Forschungsprogramm Horizon Europe - direkte Folge</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Sophie Tritten Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Sylvie Bonvin-Sansonrens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
4.	2022-GC-117	Motion <i>Motion</i>	Laisser le libre choix aux régions d'organiser le lieu de la prestation SLPP <i>Die Regionen sollen den Therapieort ihrer Schuldienste frei wählen können</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Anne Meyer Loetscher Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Savio Michelod Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Sylvie Bonvin-Sansonrens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

GRAND CONSEIL Session de mars 2023 - Séance ordinaire
GROSSER RAT Märzsession 2023 – Ordentliche Sitzung

Nº	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
5.	2022-DICS-50	Rapport <i>Bericht</i>	<p>Il faut sauver à tout prix les Fêtes de chant, les girons des musiques et les girons de jeunesse dans le canton de Fribourg ! (Rapport sur le mandat 2021-GC-71)</p> <p><i>Die Gesangs-, Musik- und Jugendfeste im Kanton Freiburg müssen um jeden Preis gerettet werden! (Bericht zum Auftrag 2021-GC-71)</i></p>	<p>Discussion <i>Diskussion</i></p>	<p>Sylvie Bonvin-Sansonrens Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i></p>		
6.	2021-DSJ-131	Loi <i>Gesetz</i>	<p>Loi modifiant la loi d'application de la législation fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite</p> <p><i>Gesetzesentwurf zur Änderung des Ausführungsgesetzes zur Bundesgesetzgebung über Schuldbetreibung und Konkurs</i></p>	<p>Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i></p>	<p>Pascal Lauber Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i></p> <p>Romain Collaud Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i></p>		I
7.	2021-DSJ-173	Loi <i>Gesetz</i>	<p>Modification de la loi sur l'imposition des bateaux (LIBat)</p> <p><i>Entwurf des Gesetzes über die Besteuerung der Schiffe (SStG)</i></p>	<p>Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i></p>	<p>Hubert Dafflon Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i></p> <p>Romain Collaud Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i></p>		I



Message 2022-DICS-46

8 novembre 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret portant dépôt d'une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale (Pour la réintroduction de la Suisse au programme de recherche Horizon Europe).

1. Introduction

Par motion déposée et développée le 19 mai 2022 (Motion 2022-GC-101), les députés Grégoire Kubski et Antoinette de Weck ainsi que 40 co-signataires demandent au Conseil d'Etat, au nom du canton de Fribourg, de soumettre à l'Assemblée fédérale, en vertu de l'art. 160 al. 1 de la Constitution fédérale, l'initiative cantonale suivante:

«Le Parlement fédéral et le Conseil fédéral entreprennent dans les meilleurs délais les démarches nécessaires afin que la Suisse puisse continuer à participer au programme de recherche de l'UE Horizon Europe».

Cette motion fait suite à l'exclusion de la Suisse du programme-cadre de recherche et d'innovation Horizon Europe, conséquence du rejet helvétique de l'accord-cadre l'Union européenne (UE). Les motionnaires ont rappelé que ce programme doté de près de 94 milliards d'euros met en place des coopérations de recherches avec les universités européennes. L'exclusion de la Suisse réduit la mobilité des chercheurs et chercheuses, la coopération internationale ainsi que le transfert de connaissances. Elle écarte également les scientifiques et les étudiant-e-s du marché européen de la formation et réduit l'attractivité et le rayonnement des hautes écoles et des instituts de recherche suisses. Les coopérations de recherches avec les universités européennes sont essentielles pour le développement de l'Université et des Hautes écoles spécialisées de Fribourg, et par conséquent pour le canton dans son ensemble. En outre, les mesures transitoires prévues par la Confédération ne compensent pas réellement les impacts négatifs induits par l'exclusion du programme Horizon Europe. Pour ces raisons, il est impératif que le Parlement fédéral et le Conseil fédéral fassent de la réintroduction à Horizon Europe une priorité.

Lors de sa séance du 8 novembre 2022, le Conseil d'Etat a reconnu le bien-fondé de la motion et a proposé son acceptation. Il a décidé de lui donner directement suite en application de l'article 64 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC; RSF 121.1). De ce fait, il soumet au Grand Conseil un projet de décret, accompagné du présent message.

2. Contexte

La Suisse participe aux programmes-cadres de recherche européens depuis 35 ans. La conclusion des accords bilatéraux II en 2004 a permis à la Suisse d'obtenir le statut de pays associé. Par la suite, cette association a pu être maintenue jusqu'en 2021 grâce à des négociations réitérées à chaque période de programme de recherche. Pour Horizon Europe (2021–2027), doté d'un budget de 95,5 milliards d'euros, l'Union européenne a décidé de suspendre la procédure d'association au programme-cadre jusqu'à la conclusion de l'accord institutionnel. La décision du Conseil fédéral de renoncer à conclure l'accord institutionnel (dit accord-cadre) avec l'UE en mai 2021 a depuis mis à mal l'association de la Suisse à Horizon Europe, la Commission Européenne ayant conséquemment retiré à la Suisse le statut de pays associé. Des mesures transitoires ont depuis été mises en place par le Conseil fédéral, qui comprennent un financement direct par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) et par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) des projets qui ne sont plus soutenus par le programme Horizon Europe, ce jusqu'à ce qu'une association pleine et entière de la Suisse soit à nouveau effective.

3. Importance du programme Horizon Europe pour les institutions de recherches fribourgeoises

En terme financier, selon une estimation de l'Université de Fribourg, les financements obtenus par les entreprises, la HES-SO//FR et l'Université de Fribourg via le programme-cadre de recherche et d'innovation (PCRI) de l'Union Européenne se montaient à environ 20 millions d'euros pour la période du septième programme-cadre (2007–2013), abrégé FP7, et 35 millions d'euros pour le programme-cadre Horizon 2020 (2014–2020). Actuellement, 8 projets *ERC grants*¹ sont en cours à l'Université de Fribourg pour un financement global d'environ 9,2 millions de francs, financement réparti sur plusieurs années. Ces moyens importants sont essentiels

¹ ERC grants: bourses individuelles attribuées par le Conseil européen de la recherche (European Research Council). C'est un programme scientifique dédié à la recherche exploratoire, dont l'unique critère de sélection est l'excellence scientifique.

pour assurer la compétitivité et la capacité d'innovation du canton.

Au-delà du financement, Horizon Europe permet de favoriser l'établissement d'un réseau de recherche international, essentiel pour la compétitivité, et la participation de chercheuses et chercheurs à des projets collaboratifs internationaux, indispensables pour accéder à la pointe de la recherche internationale. En outre, une subvention par un *ERC grant* est un indice d'excellence scientifique au niveau international, qui apporte prestige et visibilité au niveau international tant aux chercheuses et chercheurs qu'aux institutions impliquées.

4. Conséquences de la non-association

Vu l'importance de l'Université et des Hautes écoles spécialisées pour le canton de Fribourg, l'exclusion de la Suisse du programme de recherche Horizon Europe préoccupe fortement le Conseil d'Etat. Le programme-cadre de recherche et d'innovation de l'Union européenne constitue une ressource indispensable de fonds publics pour la recherche et l'innovation. Il permet également de rassembler dans des projets d'excellence reconnus internationalement les meilleur-e-s chercheuses et chercheurs des hautes écoles, l'industrie et les PME dans toutes les disciplines. La pleine participation de la Suisse à ce programme est ainsi essentielle pour la collaboration nationale et internationale des hautes écoles et des entreprises.

L'exclusion de la Suisse entraînera un affaiblissement de sa capacité d'innovation et de sa compétitivité. A moyen terme, il est à prévoir que les meilleur-e-s chercheuses et chercheurs choisissent des engagements dans des pays entièrement associés au lieu de la Suisse, dans lesquels ils ou elles pourront être candidat-e-s aux prestigieux *ERC Grants* déjà mentionnés, mais également à des programmes tels que le *MSCA*¹ et d'autres instruments européens de promotion de la recherche et de l'innovation. Les entreprises les plus innovantes se verront écartées des appels à projets de l'*EIC Accelerator*², lesquels contribuent au renforcement et à la mise en réseau des écosystèmes d'innovation régionaux, auxquels participent également les hautes écoles. Par conséquent, des départs d'entreprises innovantes vers des pays membres de l'UE ou *pleinement associés à Horizon Europe* (comme le sont par exemple la Turquie, la Norvège ou Israël), qui pourront moins profiter des meilleurs talents en Suisse, est également à prévoir. Il faut aussi relever que sans association pleine et

entièbre, la Suisse ne participera plus aux actions dans les domaines des thématiques stratégiques pour la sécurité et le développement de l'UE, qui sont notamment les technologies quantiques, l'espace et la cybersécurité, réservées en principe aux pays associés.

Si les aides transitoires de la Confédération permettent de réduire l'impact financier de la non-association à Horizon Europe, elles ne sauraient compenser les pertes en termes d'attractivité et de rayonnement, les réseaux de recherche perdus et la perte des meilleur-e-s chercheuses et chercheurs.

Horizon Europe est un élément central dans l'espace de recherche et de formation européen. La Suisse, pays pour lequel l'excellence en formation est essentielle, ne peut se permettre de s'isoler dans ce domaine. Pour notre capacité d'innovation, notre compétitivité et notre prospérité, notre participation pleine et entière au réseau de recherche et d'innovation européen est indispensable.

5. Conclusion

Le Conseil d'Etat reconnaît le bien-fondé de la motion. Il propose au Grand Conseil de l'accepter et de lui donner directement suite en application de l'article 64 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC; RSF 121.1). Il lui soumet ainsi un projet de décret afin de déposer une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale.

¹ Les Marie Skłodowska-Curie Actions (MSCA) visent à stimuler l'excellence dans la formation des chercheurs et des chercheuses via l'ouverture internationale, intersectorielle et interdisciplinaire essentielle pour leur développement de carrière tout en leur garantissant de bonnes conditions de travail. Elles financent la réalisation de projets de formation à la recherche et par la recherche, incluant une part importante de mobilité entre pays et secteur, à l'échelle individuelle ou collective.

² EIC Accelerator: instrument principal d'encouragement du Conseil européen de l'innovation (European innovation council), destiné aux start-up et PME à «haut risque et haut potentiel» actives dans l'innovation technologique ou d'application.



Botschaft 2022-DICS-46

8. November 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über die Einreichung einer Standesinitiative bei der Bundesversammlung (Für die Wiederaufnahme der Schweiz in das Forschungsprogramm Horizon Europe)

1. Einleitung

In einer am 19. Mai 2022 eingereichten und begründeten Motion (Motion 2022-GC-101) fordern Grossrat Grégoire Kubski und Grossrätin Antoinette de Weck sowie 40 Mitunterzeichnende den Staatsrat auf, der Bundesversammlung im Namen des Kantons Freiburg gemäss Artikel 160 Abs. 1 der Bundesverfassung folgende Standesinitiative zu unterbreiten:

«Das eidgenössische Parlament und der Bundesrat unternehmen schnellstmöglich die notwendigen Schritte, damit die Schweiz weiterhin am EU-Forschungsprogramm Horizon Europe teilnehmen kann.»

Diese Motion ist eine Reaktion auf den Ausschluss der Schweiz vom EU-Forschungs- und Innovationsrahmenprogramm Horizon Europe als Reaktion auf die Ablehnung der Schweiz, über ein Rahmenabkommen mit der Europäischen Union (EU) zu verhandeln. Die Motionärinnen und Motinäre erinnerten daran, dass das Forschungsprogramm Horizon Europe mit einem Gesamtvolumen von fast 94 Milliarden Euro die Zusammenarbeit im Bereich der Forschung zwischen den europäischen Universitäten fördert. Der Ausschluss der Schweiz schränkt die Mobilität, die Zusammenarbeit sowie den Wissenstransfer im Hochschulbereich ein. Zusätzlich werden die Forschenden und Studierenden vom europäischen Bildungsmarkt ausgeschlossen und die Attraktivität und Ausstrahlung der Hochschulen und der Forschungsinstitute werden verringert. Die Forschungskooperationen mit europäischen Universitäten sind für die Entwicklung der Universität und der Fachhochschulen in Freiburg und damit für den gesamten Kanton von entscheidender Bedeutung. Außerdem vermögen die Überbrückungshilfen des Bundes die negativen Auswirkungen des Ausschlusses vom Forschungsprogramm nicht wirklich zu kompensieren. Aus diesen Gründen ist es unerlässlich, dass das eidgenössische Parlament und der Bundesrat die Wiederaufnahme der Schweiz in das EU-Forschungsprogramm Horizon Europe zu einer Priorität machen.

In seiner Sitzung vom 8. November 2022 anerkannte der Staatsrat das Anliegen der Motion und beantragte deren Annahme. Er beschloss, ihr in Anwendung von Artikel 64 des Grossratgesetzes vom 6. September 2006 (GRG; SGF 121.1) direkt Folge zu geben, und unterbreitet dem Grossen Rat einen Dekretsentwurf mit vorliegender Botschaft.

2. Hintergrund

Seit 35 Jahren nimmt die Schweiz an den europäischen Forschungsrahmenprogrammen teil. Mit dem Abschluss der bilateralen Abkommen II im Jahr 2004 erhielt die Schweiz den Status eines assoziierten Staates. Anschliessend konnte diese Teilnahme durch wiederholte Verhandlungen in jedem Forschungsprogrammzeitraum bis 2021 weitergeführt werden. Für Horizon Europe (2021–2027) mit einem Budget von 95.5 Milliarden Euro hat die EU beschlossen, das Assoziierungsverfahren für das Rahmenprogramm bis zum Abschluss des institutionellen Abkommens auszusetzen. Der im Mai 2021 getroffene Entscheid des Bundesrates, das institutionelle Abkommen (das sogenannte Rahmenabkommen) mit der EU nicht abzuschliessen, hat die Assoziierung der Schweiz an Horizon Europe untergraben. Seitdem hat der Bundesrat Übergangsmassnahmen ergriffen, welche eine direkte Finanzierung von Projekten, die nicht mehr durch das Programm Horizon Europe unterstützt werden, durch das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) und den Schweizerischen Nationalfonds (SNF) umfassen, bis die Schweiz wieder voll assoziiert ist.

3. Bedeutung des Forschungsprogramms Horizon Europe für die Freiburger Forschungsinstitutionen

In finanzieller Hinsicht beliefen sich die von den Unternehmen, der Fachhochschule Westschweiz//Freiburg und der Universität Freiburg über das Rahmenprogramm für Forschung und Innovation (RPFI) der Europäischen Union erhaltenen Finanzmittel laut einer Schätzung der Universität Freiburg auf etwa 20 Millionen Euro für den Zeitraum des 7. Rahmenprogramms (2007–2013), abgekürzt FP7, und 35 Millionen Euro für das Rahmenprogramm Horizont 2020 (2014–2020). Zurzeit laufen an der Universität Freiburg 8 ERC-Grants-Projekte¹ mit einer Gesamtfinanzierungssumme von ca. 9,2 Millionen Franken, wobei die Finanzierung über mehrere Jahre verteilt wird. Diese umfangreichen Finanzmittel sind für die Sicherung der Wettbewerbs- und

¹ ERC-Grants: Einzelstipendien, die vom Europäischen Forschungsrat (European Research Council) vergeben werden. Es ist ein wissenschaftliches Programm, das der Pionierforschung gewidmet ist und dessen einziges Bewertungskriterium die wissenschaftliche Exzellenz ist.

Innovationsfähigkeit des Kantons von entscheidender Bedeutung.

Horizon Europe ermöglicht zusätzlich zur Finanzierung die Förderung des Aufbaus eines internationalen Forschungsnetzwerks, das für die Wettbewerbsfähigkeit von entscheidender Bedeutung ist, sowie die Beteiligung von Forscherinnen und Forschern an internationalen Kooperationsprojekten, die für den Zugang zur internationalen Spitzenforschung unerlässlich sind. Darüber hinaus ist eine Förderung mit einem *ERC-Grant* ein Beleg für internationale anerkannte wissenschaftliche Exzellenz, die sowohl den beteiligten Forscherinnen und Forschern als auch den beteiligten Institutionen Prestige und Sichtbarkeit auf internationaler Ebene verleiht.

4. Folgen des Ausschlusses

Angesichts der Bedeutung der Universität und der Fachhochschulen für den Kanton Freiburg ist der Staatsrat sehr besorgt über den Ausschluss der Schweiz vom Forschungsprogramm Horizon Europe. Das Rahmenprogramm für Forschung und Innovation der Europäischen Union ist eine unverzichtbare Quelle, um öffentliche Mittel für die Forschung und Innovation zu erhalten. Es bietet auch die Möglichkeit, dass die besten Forscherinnen und Forscher der Hochschulen, der Industrie und der KMU aus allen Fachgebieten gemeinsam an international anerkannten Exzellenzprojekten teilnehmen können. Die volle Teilnahme der Schweiz an diesem Programm ist somit für die nationale und internationale Zusammenarbeit von Hochschulen und Unternehmen von zentraler Bedeutung.

Der Ausschluss der Schweiz wird zu einer Schwächung ihrer Innovations- und Wettbewerbsfähigkeit führen. Mittelfristig ist zu erwarten, dass sich die besten Forscherinnen und Forscher von der Schweiz abwenden und sich für eine Tätigkeit in voll assoziierten Ländern entscheiden, in denen sie sich für die bereits erwähnten prestigeträchtigen *ERC-Grants*, aber auch für Programme wie *MSCA*¹ und andere europäische Instrumente zur Förderung von Forschung und Innovation bewerben können. Die innovativsten Unternehmen werden von den Projektausschreibungen des *EIC Accelerators*² ausgeschlossen, die zur Stärkung und Vernetzung der regionalen Innovationsökosysteme beitragen, an denen auch die Hochschulen beteiligt sind. Infolgedessen ist auch mit der Abwan-

derung innovativer Unternehmen in EU-Mitgliedstaaten oder in Länder, die bei *Horizon Europe* voll assoziiert sind (wie z. B. die Türkei, Norwegen oder Israel), zu rechnen, da sie in der Schweiz weniger von den besten Talenten profitieren können. Außerdem ist darauf hinzuweisen, dass die Schweiz ohne Vollassoziiierung nicht mehr an Massnahmen in strategischen Themenbereichen für die Sicherheit und Entwicklung der EU teilnehmen wird, zu denen insbesondere die Quantentechnologien, der Weltraum und die Cybersicherheit gehören. Denn diese sind grundsätzlich den assoziierten Staaten vorbehalten.

Zwar erlauben es die Überbrückungshilfen des Bundes, die finanziellen Auswirkungen der fehlenden Vollassoziiierung am Forschungsrahmenprogramm Horizon Europe abzumildern, doch können sie den Verlust an Attraktivität und Ausstrahlung, die verlorenen Forschungsnetzwerke und die Abwanderung der besten Forscherinnen und Forscher nicht ausgleichen.

Das Forschungsprogramm Horizon Europe spielt im europäischen Forschungs- und Bildungsraum eine zentrale Rolle. Die Schweiz, ein Land, für das Spitzenleistungen in der Bildung von entscheidender Bedeutung sind, kann es sich nicht leisten, sich in diesem Bereich zu isolieren. Für unsere Innovationsfähigkeit, unsere Wettbewerbsfähigkeit und unseren Wohlstand ist unsere volle Beteiligung am europäischen Forschungs- und Innovationsnetz unerlässlich.

5. Fazit

Der Staatsrat anerkennt das Anliegen der Motion; er beantragt ihre Annahme und gibt ihr in Anwendung von Artikel 64 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG; SGF 121.1) direkt Folge. Er unterbreitet somit dem Grossen Rat einen Dekretsentwurf zur Einreichung einer Standesinitiative auf Bundesebene.

¹ Die Marie Skłodowska-Curie Massnahmen (MSCA) zielen darauf ab, Spitzenleistungen in der Ausbildung von Forscherinnen und Forschern durch internationale, sektorübergreifende und interdisziplinäre Offenheit zu fördern, die für ihre Karriereentwicklung wesentlich ist und ihnen gleichzeitig gute Arbeitsbedingungen zu garantieren. Sie finanzieren die Durchführung von Ausbildungsvorhaben in der Forschung und durch die Forschung, die eine erhebliche Mobilität zwischen Ländern und Sektoren auf individueller oder kollektiver Ebene umfassen.

² EIC Accelerator: Hauptförderinstrument des Europäischen Innovationsrates (European Innovation Council) für Start-ups und KMU mit «hohem Risiko und Potenzial», die im Bereich der technologischen oder anwendungsbezogenen Innovation tätig sind.

Projet du 08.11.2022

Entwurf vom 08.11.2022

Décret portant dépôt d'une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale (Pour la réintégration de la Suisse au programme de recherche Horizon Europe)

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: —

Modifié(s): —

Abrogé(s): —

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 45 al. 1 et 160 al. 1 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 (Cst. féd.);

Vu l'article 115 de la loi du 13 décembre 2002 sur l'Assemblée fédérale; Vu l'article 105 al. 1 let. e de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst. cant.);

Vu l'article 69 al. 1 let. d de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC);

Vu la motion 2022-GC-101 Grégoire Kubski/ Antoinette de Weck intitulée «Initiative cantonale – Pour la réintégration de la Suisse au programme de recherche Horizon Europe»;

Vu le message 2022-DICS-46 du Conseil d'Etat du 8 novembre 2022;

Considérant:

Par motion déposée et développée le 19 mai 2022 (Motion 2022-GC-101), les députés Grégoire Kubski et Antoinette de Weck ainsi que 40 co-signataires demandent au Conseil d'Etat, au nom du canton de Fribourg, de soumettre à l'Assemblée fédérale une initiative cantonale demandant au Parlement fédéral et au Conseil fédéral d'entreprendre dans les meilleurs délais les démarches nécessaires afin que la Suisse puisse continuer à participer au

Dekret über die Einreichung einer Standesinitiative bei der Bundesversammlung (Für die Wiederaufnahme der Schweiz in das Forschungsprogramm Horizon Europe)

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: —

Geändert: —

Aufgehoben: —

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 45 Abs. 1 und 160 Abs. 1 der Bundesverfassung vom 18. April 1999;

gestützt auf Artikel 115 des Bundesgesetzes vom 13. Dezember 2002 über die Bundesversammlung;

gestützt auf Artikel 105 Abs. 1 Bst. e der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf Artikel 69 Bst. d des Grossratgesetzes vom 6. September 2006 (GRG);

gestützt auf die Motion 2022-GC-101 von Grossrat Grégoire Kubski und Grossrätin Antoinette de Weck «Standesinitiative – Für die Wiederaufnahme der Schweiz in das Forschungsprogramm Horizon Europe»;

nach Einsicht in die Botschaft 2022-DICS-46 des Staatsrats vom 8. November 2022;

in Erwägung:

In einer am 19. Mai 2022 eingereichten und begründeten Motion (Motion 2022-GC-101) fordern Grossrat Grégoire Kubski und Grossrätin Antoinette de Weck sowie 40 Mitunterzeichnende den Staatsrat auf, der Bundesversammlung

programme-cadre de recherche et d'innovation de l'Union Européenne Horizon Europe.

L'exclusion de la Suisse réduit la mobilité des chercheurs et chercheuses, la coopération internationale ainsi que le transfert de connaissances. Elle écarte également les scientifiques et les étudiants et étudiantes du marché européen de la formation et réduit l'attractivité et le rayonnement des hautes écoles et des instituts de recherche suisses.

Les coopérations de recherches avec les universités européennes sont essentielles pour le développement de l'Université et des Hautes écoles spécialisées de Fribourg, et par conséquent pour le canton dans son ensemble. En outre, les mesures transitoires prévues par la Confédération ne compensent pas réellement les impacts négatifs induits par l'exclusion du programme Horizon Europe. Pour ces raisons, il est impératif que le Parlement fédéral et le Conseil fédéral fassent de la réintégration à Horizon Europe une priorité.

Lors de sa séance du 8 novembre 2022, le Conseil d'Etat a reconnu le bien-fondé de la motion et a proposé son acceptation. Il a décidé de lui donner directement suite.

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

Décrète:

I.

Art. 1

¹ S'appuyant sur l'article 160 al. 1 de la Constitution fédérale, le Grand Conseil du canton de Fribourg soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative cantonale suivante:

—

Les Autorités fédérales sont invitées à arrêter dans les meilleurs délais les dispositions législatives nécessaires pour que la Suisse puisse continuer à participer au programme de recherche de l'Union Européenne Horizon Europe.

—

im Namen des Kantons Freiburg eine Standesinitiative zu unterbreiten, welche das eidgenössische Parlament und den Bundesrat auffordern, schnellstmöglich die notwendigen Schritte zu unternehmen, damit die Schweiz weiterhin am EU-Forschungsprogramm Horizon Europe teilnehmen kann.

Der Ausschluss der Schweiz vom Forschungsprogramm Horizon Europe schränkt die Mobilität, die Zusammenarbeit sowie den Wissenstransfer im Hochschulbereich ein. Zusätzlich werden Forschende und Studierende vom europäischen Bildungsmarkt ausgeschlossen und die Attraktivität und Ausstrahlung der Hochschulen und der Forschungsinstitute werden verringert.

Die Forschungskooperationen mit europäischen Universitäten sind für die Entwicklung der Universität und der Fachhochschulen in Freiburg und damit für den gesamten Kanton von entscheidender Bedeutung. Außerdem vermögen die Überbrückungshilfen des Bundes die negativen Auswirkungen des Ausschlusses vom Forschungsprogramm nicht wirklich zu kompensieren. Aus diesen Gründen ist es unerlässlich, dass das eidgenössische Parlament und der Bundesrat die Wiederaufnahme der Schweiz in das EU-Forschungsprogramm Horizon Europe zu einer Priorität machen.

An seiner Sitzung vom 8. November 2022 anerkannte der Staatsrat das Anliegen der Motion und beantragte deren Annahme. Er beschloss, ihr direkte Folge zu geben.

Auf Antrag des Staatsrats,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Gestützt auf Artikel 160 Abs. 1 der Bundesverfassung vom 18. April 1999 reicht der Grosse Rat des Kantons Freiburg bei der Bundesversammlung folgende Standesinitiative ein:

—

Die Bundesbehörden werden eingeladen, die Gesetzesbestimmungen zu erlassen, die nötig sind, damit die Schweiz schnellstmöglich wieder am EU-Forschungsprogramm Horizon Europe teilnehmen kann.

—

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat est chargé de transmettre le présent décret à l'Assemblée fédérale.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au référendum.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Art. 2

¹ Der Staatsrat wird beauftragt, dieses Dekret an die Bundesversammlung weiterzuleiten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

<u>Annexe</u>	<u>Anhang</u>
GRAND CONSEIL	2022-DICS-46
Projet de Décret relatif au dépôt d'une initiative cantonale - Pour la réintégration de la Suisse au programme de recherche Horizon Europe : suite directe de la motion 2022-GC-101	Dekretsentwurf über die Einreichung einer Standesinitiative bei der Bundesversammlung - Für die Wiederaufnahme der Schweiz in das Forschungsprogramm Horizon Europe (direkte Folge)
<i>Propositions de la commission ad hoc CO-2022-021</i>	<i>Antrag der Ad-hoc-Kommission OK-2022-021</i>
<hr/>	<hr/>
Présidence : Sophie Tritten	Präsidium: Sophie Tritten
Membres : Christel Berset, Solange Berset, Catherine Esseiva, Savio Michellod, Marc Pauchard, Benoît Rey, Achim Schneuwly, Jean-Daniel Schumacher, Stéphane Sudan, Katharina Thalmann-Bolz	Mitglieder: Christel Berset, Solange Berset, Catherine Esseiva, Savio Michellod, Marc Pauchard, Benoît Rey, Achim Schneuwly, Jean-Daniel Schumacher, Stéphane Sudan, Katharina Thalmann-Bolz
Entrée en matière	Eintreten
La commission propose tacitement au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.	Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.
Propositions acceptées (projet bis)	Angenommene Anträge (projet bis)
La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :	Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:
Art. 1	Art. 1
A1	A1
¹ [...]	¹ [...]
Les Autorités fédérales sont invitées à arrêter dans les meilleurs délais les dispositions législatives nécessaires pour que la Suisse puisse continuer à participer <u>en tant que pays tiers associé</u> au programme de recherche de l'Union Européenne Horizon Europe	Die Bundesbehörden werden eingeladen, die Gesetzesbestimmungen zu erlassen, die nötig sind, damit die Schweiz schnellstmöglich wieder <u>als assoziiertes Drittland</u> am EU-Forschungsprogramm Horizon Europe teilnehmen kann.

Préambule, deuxième paragraphe

Considérant :

[...]

L'exclusion de la Suisse entraîne un affaiblissement de sa capacité d'innovation et de sa compétitivité et réduit la mobilité des chercheurs et chercheuses, la coopération internationale ainsi que le transfert de connaissances. [...]

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

Le 13 février 2023

Ingress, zweiter Absatz

A2

In Erwägung :

[...]

Der Ausschluss der Schweiz vom Forschungsprogramm Horizon Europe schwächt deren Innovations- und Wettbewerbsfähigkeit und schränkt die Mobilität, die Zusammenarbeit sowie den Wissenstransfer im Hochschulbereich ein. [...]

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

**A1
CE**

Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

**A2
CE**

Antrag A2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Den 13. Februar 2023



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Meyer Loetscher Anne / Michellod Savio

2022-GC-117

Laisser le libre choix aux régions d'organiser le lieu de la prestation SLPP

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 24 juin 2022, les députés Anne Meyer Loetscher et Savio Michellod demandent une modification de la loi sur la scolarité obligatoire (LS), plus précisément de l'article 63 al. 4. Ils souhaitent que les communes soient libres de choisir le lieu de dispense des thérapies logopédique, psychologique et de psychomotricité dispensées par les services mandatés (services de logopédie, psychologie et psychomotricité, ci-après SLPP).

Comme le rappellent les députés, à ce jour, seule la psychomotricité peut être dispensée hors du lieu de scolarisation de l'élève puisque les salles de psychomotricité demandent un équipement conséquent.

Pour les députés, il fait sens, selon la taille des établissements et l'organisation des SLPP, que les thérapeutes puissent être regroupés sur un seul site et que les élèves se déplacent pour rejoindre celui-ci afin d'y suivre une thérapie. Ils mettent en avant le fait que le taux de logopédie et de psychologie est proportionnel au nombre d'élèves et que pour les établissements de petite taille, cela fait de petits taux avec peu de présence des thérapeutes. Ainsi, il est difficile d'avoir une équipe pluridisciplinaire. De plus les thérapeutes doivent se déplacer d'établissement en établissement, ce qui leur fait perdre du temps. Ils mettent également en avant le fait que la gestion des listes d'attente est complexe lorsque les thérapeutes sont dans les établissements et que la centralisation permet de les diminuer.

Ils demandent en conséquence que les communes soient libres d'organiser les lieux de thérapie sans contrainte et proposent que l'article 63 al. 4 qui est « La prestation doit être dispensée, en principe, sur le lieu de scolarisation » soit modifié en « La prestation doit être dispensée dans des locaux adaptés à la mission ».

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Contexte actuel

Dans son Message accompagnant le projet de loi sur la scolarité obligatoire adressé au Grand Conseil, le Conseil d'Etat précisait à propos de la localisation des SLPP : « *L'expérience a démontré qu'il n'était ni judicieux ni responsable de sortir un enfant du bâtiment scolaire afin qu'il se rende seul, parfois accompagné de ses parents, jusqu'au lieu de thérapie. Désormais, la prestation devra avoir lieu sur le lieu de scolarisation, sauf exception possible pour la psychomotricité qui nécessite un équipement spécifique* ». Deux raisons expliquaient alors et expliquent toujours l'importance

donnée à cette expérience : la volonté de mettre l'intérêt de l'élève au centre du dispositif et la nécessité de renforcer la collaboration entre le corps enseignant et les thérapeutes.

La demande des députés conduit à un changement de paradigme.

Le Conseil d'Etat estime que ce changement de paradigme n'est pas souhaitable, car il n'est ni dans l'intérêt des élèves qui ont recours aux prestations des SLPP, ni du développement de l'école qui, conformément au concept cantonal de pédagogie spécialisée adopté en mars 2015, doit offrir « une coordination de l'ensemble des mesures pédagogiques et thérapeutiques sous forme de collaboration interdisciplinaire [...] pour faciliter l'enseignement et les apprentissages dans un souci de cohérence et de continuité notamment lors des transitions ».

Les différents arguments mis en avant par les députés ne correspondent pas à la volonté de l'école d'être une école inclusive. Une école inclusive se caractérise essentiellement par deux éléments : des professionnels au service de l'élève et une école qui s'adapte à tous les élèves. Pour cela, le travail en équipe pluridisciplinaire, c'est-à-dire regroupant tous les professionnels de l'école et non pas uniquement le corps enseignant est indispensable. Si les pédago-thérapeutes se retrouvent dans des lieux hors établissements scolaires, le travail d'équipe ne pourra plus se développer alors qu'il est essentiel : les interviews et les réflexions doivent dépasser le cadre simple des domaines pédago-thérapeutiques pour se déployer dans un cadre plus large qui est celui de l'ensemble des professionnels de l'école. Il est erroné de parler d'école inclusive et d'autoriser que des professionnels qui prennent en charge les élèves – soit les enseignant-e-s et le personnel pédagothérapeutique – puissent travailler de façon cloisonnée dans des lieux séparés. C'est l'inverse de ce qui est souhaité.

Le Conseil d'Etat désire que l'enfant/l'élève reste au centre des préoccupations de l'école et, partant, qu'il puisse suivre les thérapies au plus proche de sa classe. Il se sentira plus autonome pour se rendre en thérapie et surtout ne manquera pas plus d'unités d'enseignement que nécessaire, c'est-à-dire que celles dédiées à la thérapie par semaine. En effet, un élève se trouvant scolarisé dans un établissement autre que celui où la thérapie est dispensée doit se déplacer, ce qui peut prendre un temps conséquent. Cela peut même le conduire jusqu'à manquer une demi-journée d'école. Or, si cet élève est suivi, c'est certainement qu'il a des besoins particuliers voire des difficultés importantes. Lui faire manquer l'école pour des trajets, c'est péjorer ses chances d'un développement harmonieux.

Il est vrai que le ou la pédago-thérapeute, qui est amené à changer d'établissement dans une journée, doit s'organiser et planifier de manière flexible sa semaine. Mais le Conseil d'Etat maintient son point de vue, à savoir que c'est à lui ou à elle de faire preuve de souplesse, en collaboration étroite avec les autres professionnels de l'école dont les enseignant-e-s, afin de trouver le meilleur créneau horaire pour que l'élève puisse avoir accès à la thérapie sans pour autant être déplacé dans ses apprentissages.

Les directives de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport du 22 décembre 2021 concernant les services de logopédie, psychologie et psychomotricité (SLPP), qui sont entrées en vigueur en janvier 2022 font mention d'un référentiel pédago-thérapeutique qui a été édicté par le service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide (SESAM). Ce référentiel met en avant que les pédago-thérapeutes doivent travailler de manière flexible, et en particulier dans leur étroite collaboration avec les établissements scolaires, les classes et les élèves. Ainsi il ne fait plus sens de voir un ou une pédago-thérapeute comme travaillant seul-e avec l'élève dans son bureau, mais de le

ou la voir s'investir dans l'établissement scolaire et ses classes pour que ses compétences soient également mises au service des classes et des enseignants et enseignantes, tout en gardant des séances individuelles pour les élèves où cela se justifie. Le Conseil d'Etat, même s'il ne partage pas les réflexions des députés, a fait preuve de compréhension envers les SLPP puisqu'il n'a jamais donné de délais pour une mise en œuvre généralisée de l'art. 63 mais qu'il a misé sur la précieuse collaboration des communes et des SLPP.

De plus, le Conseil d'Etat constate que les listes d'attente ne sont pas liées à la présence des thérapeutes dans les établissements scolaires. Dans la partie germanophone du canton, où psychologues et logopédistes sont tous présents dans chaque établissement scolaire, la liste d'attente est la plus courte, alors que des régions comme celle d'Estavayer, où les psychologues sont tous regroupés sur deux antennes, à savoir au Centre éducatif et pédagogique à Estavayer-le-Lac et au CO de Cugy, la liste d'attente en psychologie est la plus conséquente.

Le Conseil d'Etat est conscient que les SLPP et leur personnel doivent faire preuve de souplesse. Ils peuvent, par exemple, proposer à des familles de se déplacer avec leur enfant vers un autre établissement où il y a encore des places de libre chez un thérapeute du domaine si dans l'établissement de l'enfant la liste d'attente est longue. Il est également possible que le thérapeute d'un établissement où il n'y a pas suffisamment de demandes pour occuper son temps de travail qui se déplace temporairement vers l'un ou l'autre établissement voisin pour prendre en charge des situations sur liste d'attente.

Le Conseil d'Etat rappelle également que si des élèves doivent se déplacer pour une prise en charge thérapeutique, hormis pour la psychomotricité, l'organisation et le financement des transports de l'élève durant le temps scolaire est à charge des communes comme cela a été défini dans la LS.

2. Conclusion

En conclusion, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de refuser la motion et ainsi, que l'article 63 al. 4 de la LS reste appliqué par les communes dans l'organisation des SLPP. Cela doit permettre à l'élève de rester au centre du dispositif scolaire fribourgeois.

22 novembre 2022



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Meyer Loetscher Anne / Michellod Savio

2022-GC-117

Die Regionen sollen den Therapieort ihrer Schuldienste frei wählen können

I. Zusammenfassung der Motion

Mit einer am 24. Juni 2022 eingereichten und begründeten Motion verlangen Grossrätin Anne Meyer Loetscher und Grossrat Savio Michellod eine Änderung des Gesetzes über die obligatorische Schule (SchG), genauer gesagt von Artikel 63 Abs. 4. Sie möchten, dass die Gemeinden frei entscheiden können, wo logopädische, psychologische und psychomotorische Therapien durch die damit betrauten Dienste (logopädische, psychologische und psychomotorische Dienste, kurz Schuldienste) erbracht werden.

Wie in der Motion erwähnt wird, kann bislang nur Psychomotorik ausserhalb des Schulortes der Schülerin oder des Schülers angeboten werden, da die Therapieräume für die Psychomotorik eine umfangreiche Ausstattung erfordern.

Nach Ansicht der Grossrätin und des Grossrats wäre es je nach Grösse der Schule und Organisation der Schuldienste sinnvoll, dass die Therapeutinnen und Therapeuten an einem einzigen Standort tätig sind und die Schülerinnen und Schüler sich zur Therapie an diesen Standort begeben. Sie heben hervor, dass der Anteil logopädischer und psychologischer Leistungen proportional zur Schülerzahl ist und dass dies bei kleinen Schulen dazu führt, dass die Therapeutinnen und Therapeuten kleine Pensen haben und wenig präsent sind. So ist es schwierig, ein multidisziplinäres Team anzubieten. Ausserdem müssen die Therapeutinnen und Therapeuten sich von einer Schule zur anderen begeben, wodurch sie Zeit verlieren. Sie heben auch hervor, dass die Führung der Wartelisten schwierig ist, wenn die Therapeutinnen und Therapeuten in den Schulen arbeiten; dieser Aufwand liesse sich durch die Zentralisierung verringern.

Sie fordern folglich, dass die Gemeinden die Therapieorte ohne Vorgaben organisieren können, und schlagen vor, dass Artikel 63 Abs. 4, der lautet «Die Leistungen müssen in der Regel direkt am Schulort erbracht werden», in «Die Leistungen müssen in der Regel in zweckmässigen Räumlichkeiten erbracht werden» geändert wird.

II. Antwort des Staatsrats

1. Ausgangslage

In seiner Botschaft an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über die obligatorische Schule präzisierte der Staatsrat in Bezug auf den Standort der Schuldienste Folgendes: «*Die Erfahrung hat gezeigt, dass es weder sinnvoll noch verantwortlich ist, ein Kind alleine oder gelegentlich in Begleitung seiner Eltern vom Schulgebäude bis zum Therapieort gehen zu lassen. Daher sollen die Leistungen künftig am Standort der Schule angeboten werden, ausser bei der Psychomotorik, für*

die eine besondere Ausstattung erforderlich ist». Es gab damals wie heute zwei Gründe für die Bedeutung, die dieser Erfahrung beigemessen wurde: Der Wille, das Interesse der Schülerin oder des Schülers in den Mittelpunkt zu stellen, und die Notwendigkeit, die Zusammenarbeit zwischen Lehrpersonen und Therapeutinnen bzw. Therapeuten zu verstärken.

Die Forderung der Grossrätin und des Grossrats hätte ein Paradigmenwechsel zur Folge.

Nach Ansicht des Staatsrats wäre ein solcher Paradigmenwechsel nicht wünschenswert, da er weder im Interesse der Schülerinnen und Schüler ist, die die Leistungen der Schuldienste in Anspruch nehmen, noch der Entwicklung der Schule dient, die gemäss dem im März 2015 verabschiedeten kantonalen Konzept für Sonderpädagogik das Recht auf koordinierte Unterstützung gewährleisten muss: «Eine Koordination aller Unterstützungsangebote und Therapien in Form einer interdisziplinären Zusammenarbeit wird eingerichtet, um das Unterrichten und das Lernen zu erleichtern. Dabei wird auf Kohärenz und Kontinuität geachtet, besonders bei Übergängen».

Die von der Grossrätin und dem Grossrat vorgebrachten Argumente entsprechen nicht dem Wunsch der Schule, eine integrative Schule zu sein. Eine integrative Schule zeichnet sich im Wesentlichen durch zwei Elemente aus: Fachpersonen, die sich in den Dienst der Schülerinnen und Schüler stellen, und eine Schule, die auf alle Schülerinnen und Schüler eingeht. Dafür ist die Arbeit in multidisziplinären Teams, d. h. in denen alle Fachpersonen der Schule und nicht nur der Lehrkörper vertreten sind, unerlässlich. Wenn sich die pädagogisch-therapeutischen Fachpersonen an Orten ausserhalb der Schule treffen, kann sich keine Teamarbeit entwickeln, obwohl sie von entscheidender Bedeutung ist: Die Intervisionen und Reflexionen müssen über den rein pädagogisch-therapeutischen Rahmen hinausgehen und sich in einem breiteren Kontext entfalten, der die Gesamtheit der in der Schule tätigen Personen umfasst. Es ist falsch, von einer integrativen Schule zu sprechen und zuzulassen, dass Fachpersonen, die Schülerinnen und Schüler betreuen – also die Lehrpersonen und das pädagogisch-therapeutische Personal – in separaten Räumen isoliert arbeiten. Dies ist genau das Gegenteil von dem, was gewünscht wird.

Der Staatsrat möchte, dass bei der Schule das Kind bzw. die Schülerin oder Schüler im Mittelpunkt steht und daher die Therapien möglichst in der Nähe der Klasse durchgeführt werden können. Die Schülerin oder der Schüler wird sich selbstständiger fühlen, wenn sie oder er zur Therapie geht, und vor allem werden dabei nicht mehr Unterrichtslektionen verpasst als nötig, d. h. nur die der Therapie gewidmeten Lektionen pro Woche. Denn Schülerinnen und Schüler, die sich eine andere Schule besuchen als diejenige, in der die Therapie stattfindet, muss sich dorthin begeben, was erhebliche Zeit in Anspruch nehmen kann. Dies kann sogar dazu führen, dass sie einen halben Tag in der Schule fehlen. Da die betreffenden Schülerinnen und Schüler jedoch in Therapie gehen, haben sie mit Sicherheit besondere Bedürfnisse oder sogar erhebliche Schwierigkeiten. Fehlen sie wegen der zusätzlichen Wegstrecken in der Schule, verschlechtern sich ihre Chancen auf eine ausgeglichene Entwicklung.

Es stimmt, dass eine pädagogisch-therapeutische Fachperson, die während des Tages die Schule wechseln muss, sich selbst organisieren und ihre Woche flexibel planen muss. Der Staatsrat hält jedoch an seiner Auffassung fest, dass es an ihr liegt, in enger Zusammenarbeit mit den anderen Fachpersonen der Schule, so auch den Lehrpersonen, flexibel zu sein, um das beste Zeitfenster zu finden, in dem die Schülerin oder der Schüler zur Therapie gehen kann, ohne dass ihr oder sein Lernen beeinträchtigt wird.

Die Richtlinien der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport vom 22. Dezember 2021 betreffend die logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Dienste (Schuldienste), die im Januar 2022 in Kraft getreten sind, verweisen auf ein pädagogisch-therapeutisches Referenzsystem, das vom Amt für Sonderpädagogik (SoA) erarbeitet wurde. In diesem Referenzsystem wird betont, dass die pädagogisch-therapeutischen Fachpersonen flexibel arbeiten müssen, insbesondere in ihrer engen Zusammenarbeit mit den Schulen, den Klassen und den Schülerinnen und Schülern. So macht die Vorstellung, dass eine pädagogisch-therapeutische Fachperson allein mit der Schülerin oder dem Schüler in einem Büro arbeitet, keinen Sinn mehr; vielmehr sollte man sich eine Fachperson vorstellen, die sich in der Schule und ihren Klassen engagiert, damit auch die Klassen und die Lehrern und Lehrerinnen von ihrem Fachwissen profitieren können. Gleichzeitig bietet sie in Fällen, wo dies sinnvoll ist, auch Einzeltherapien für die Schüler und Schülerinnen an. Auch wenn der Staatsrat die Überlegungen der Grossrätin und des Grossrats nicht teilt, hat er doch Verständnis für die Schuldienste gezeigt, da er nie Fristen für eine allgemeine Umsetzung von Artikel 63 festgelegt, sondern auf die wertvolle Zusammenarbeit der Gemeinden und Schuldienste gesetzt hat.

Ausserdem stellt der Staatsrat fest, dass die Wartelisten nicht mit der Präsenz der Therapeutinnen und Therapeuten in den Schulen zusammenhängen. Im deutschsprachigen Kantonsteil, wo die Fachpersonen der Psychologie und Logopädie jeweils in jeder Schule anwesend sind, ist die Warteliste am kürzesten, während Regionen wie Estavayer, wo alle Psychologinnen und Psychologen in zwei Aussenstellen, nämlich im *Centre éducatif et pédagogique* in Estavayer-le-Lac und in der OS in Cugy, zusammengefasst sind, die Warteliste für die Psychologie am längsten ist.

Der Staatsrat ist sich bewusst, dass die Schuldienste und ihr Personal flexibel sein müssen. Sie können z. B. Familien vorschlagen, mit ihrem Kind in eine andere Schule zu wechseln, in der es noch freie Plätze bei einer Therapeutin oder einem Therapeuten des betreffenden Fachgebiets gibt, wenn in der Schule des Kindes eine lange Warteliste besteht. Es ist auch möglich, dass eine Fachperson einer Schule, in der es nicht genügend Anfragen gibt, um ihre Arbeitszeit auszufüllen, vorübergehend in eine andere Schule in der Nähe wechselt, um Fälle von der Warteliste zu übernehmen.

Der Staatsrat erinnert auch daran, dass die Organisation und Finanzierung der Schülertransporte während der Schulzeit von den Gemeinden übernommen werden müssen, wenn die Schülerinnen und Schüler für eine therapeutische Betreuung – ausser für die Psychomotorik – transportiert werden müssen, wie dies im Schulgesetz festgelegt wurde.

2. Schlussbemerkungen

Der Staatsrat beantragt dem Grossen Rat, die Motion abzulehnen und somit sicherzustellen, dass die Gemeinde bei der Organisation der Schuldienste sich weiterhin an Artikel 63 Abs. 4 SchG halten. Dadurch soll sichergestellt werden, dass das Freiburger Bildungssystem weiterhin die Schülerin oder den Schüler in den Mittelpunkt stellt.



Rapport 2022-DICS-50

6 décembre 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le mandat 2021-GC-71 David Bonny/Patrice Longchamp/Bruno Boschung/ Rose-Marie Rodriguez/Charles Brönnimann/Philippe Demierre/ Fritz Glauser/Bernadette Mäder-Brülhart/Bertrand Morel/Solange Berset – Il faut sauver à tout prix les Fêtes de chant, les girons des musiques et les girons de jeunesse dans le canton de Fribourg!

I. Adoption du mandat

Par décision du 23 juin 2021, le Grand Conseil a accepté par 91 voix, sans opposition ni abstention, la réponse du Conseil d'Etat du 8 juin 2021 au mandat 2021-GC-71.

II. Mise en œuvre du mandat

Par souci d'une mise en œuvre rapide des soutiens nécessaires ainsi que pour permettre la poursuite des aides conjointement mises en place entre la Confédération et le canton, il a été décidé de poursuivre le soutien principalement via les mesures existantes, tout en mettant sur pied des mesures spécifiques complémentaires permettant d'apporter un soutien aux girons de jeunesse et de musique, conformément à la volonté des mandataires. La mise sur pied d'un «fonds» – au sens de la demande des parlementaires, à savoir un fonds commun à l'ensemble des manifestations mentionnées dans le mandat (girons de jeunesse, girons de musique et fêtes de chant) – aurait posé de nombreux problèmes de mise en œuvre, notamment en raison des différences d'éligibilité de ces différentes manifestations aux mesures d'aides exceptionnelles COVID-19 culture. Le canton a en revanche complété son dispositif d'aide, de manière à apporter un soutien spécifique à certains évènements souhaités par les parlementaires. Cela a principalement été fait par l'adaptation de l'ordonnance relatives aux mesures du plan de relance pour contrer les effets du coronavirus relevant de la Direction de la formation et des affaires culturelles et de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport (cf art. 23 al. al. 1 c de l'ordonnance pour les girons de musique), ou par des mesures du plan de soutien à la jeunesse (pour les girons de jeunesse).

Avec les aides économiques générales et des soutiens spécifiques à la culture, le plan de soutien à la jeunesse, ainsi que le maintien des subventions promises, le Conseil d'Etat estime avoir répondu aux besoins exprimés par les milieux concernés et contribué de manière efficace à l'organisation de ces évènements en 2022. Il constate avec satisfaction que ces manifestations, en plus d'avoir pu avoir lieu, ont également rencontré un succès important et permis à la société fribour-

geoise de se rassembler à nouveau lors de ces évènements centraux de la vie culturelle cantonale. Ces aides consistaient notamment en:

1. Girons de jeunesse

- > Contrairement aux girons de musique, les girons de jeunesse n'entraient pas dans le périmètre de l'ordonnance fédérale d'aide à la culture. Afin de satisfaire à la volonté du mandat, une mesure de soutien aux girons de jeunesse a été intégrée dans le plan de soutien à la jeunesse adopté en décembre 2021 par le Conseil d'Etat. Cette mesure d'aide exceptionnelle a été dotée d'un montant total de 100 000 francs, soit 50 000 francs annuel pour 2022 et 2023. A ce jour, les 50 000 francs ont été versés aux 5 girons organisés l'été 2022. Au moment du traitement du mandat par le Grand Conseil, le contexte épidémologique faisait planer des doutes importants sur la tenue de ces évènements. Fort heureusement, ces craintes ne se sont pas matérialisées, et le soutien octroyé aux girons de jeunesse par l'Etat via le plan de soutien à la jeunesse a vraisemblablement contribué à leur bon succès.
- > Précision encore que le soutien de l'Etat pour la jeunesse ne s'est pas limité à cette aide aux girons. Par exemple, une aide aux «projets des jeunes» (projets culturels, sportifs ou autre) a été dotée de 30 000 francs/an pour 2022 et 2023. A ce jour, 5900 francs ont été octroyés pour 4 projets de jeunes (sur 6 demandes déposées). Une campagne de communication par affichage est en cours dans les écoles pour relancer la mesure. De manière générale, une enveloppe globale de 1,7 mio de francs avait été décidée pour ce plan de soutien à la jeunesse.

2. Fêtes et girons musicaux et choraux

Les mesures suivantes ont été rendues disponibles. Pour ces bénéficiaires, il convient de distinguer les mesures ayant été mises sur pied à l'échelle nationale (et en partie co-financées par l'Etat de Fribourg) des mesures décidées et financées uniquement par l'Etat de Fribourg.

2.1. Mesures «fédérales»

- > **Mesures économiques:** le personnel salarié par leurs sociétés (chef-fe-s de chœurs et ensembles instrumentaux) a pu faire appel aux RHT.
- > **Indemnisations:** Comme pour les entreprises professionnelles, le dispositif d'indemnisation a soutenu les associations d'amateurs. Sous 10 000 francs de dommages ou un budget inférieur à 50 000 francs, l'indemnisation était traitée par les faïtières nationales qui les indemnisaient au nom de la Confédération, ce qui a constitué la grande majorité des aides octroyées sur l'ensemble de la période de dommages de mars 2020 à juin 2022. Au-dessus de 10 000 francs de dommage financier (et un budget supé-

rieur à 50 000 francs), le SeCu a indemnisé 7 requérants, pour un montant de 126 070 francs. Rappelons ici que les modalités de l'aide étaient définies par le droit fédéral, ces dernières ne pouvant dépasser le 80% du dommage financier. Le tableau ci-dessous indique les aides perçues par des requérants exclusivement fribourgeois. La différence entre le nombre de requêtes reçues et positives traitées par l'Etat de Fribourg s'explique par le fait que la grande majorité a été redirigée par le Service de la culture vers une faïtière nationale car son dommage ne rentrait pas dans le périmètre cantonal, mais fédéral, selon critères énoncés ci-dessus. Les montants versés par les faïtières nationales proviennent exclusivement de la Confédération.

Indemnisations octroyées par	Requêtes reçues	Requêtes positives	Montant attribué
Etat de Fribourg (SeCu) co-financé avec la Confédération	27	7	126 070 francs
Faïtière nationale de musique instrumentale	260	257	902 101 francs
Faïtière nationale de chant et yodel	105	95	504 706 francs
Faïtière nationale de théâtre, danse et costumes	43	38	186 940 francs
Total	403	365	1 719 817 francs

- > Projets de transformation: les faïtières cantonales ont été invitées à accompagner les sociétés souhaitant déposer des requêtes de projets de transformation, leur permettant de faire face à des difficultés structurelles, de pertes ou reconquête de publics ou d'adhérents. Les demandes devaient mutualiser les besoins des sociétés (une seule société n'était pas éligible). Seul un projet dans le domaine amateur du chant et la musique a été déposé et accepté. Ce soutien unique et ponctuel de 49 600 francs vise la réorganisation et professionnalisation de la faïtière cantonale des chorales (FFC).

dés ont été versées, respectant le cadre de l'enveloppe de 100 000 francs mis à disposition par voie d'ordonnance.

- > **Autres mesures:** avec la coordination et le soutien de l'Etat, les jeunes choristes jusqu'à 30 ans, membres d'un chœur affilié à la FFC qui suivent des cours du Conservatoire de Fribourg peuvent désormais bénéficier d'une aide financière aux frais d'écolage de la part de la Loterie romande (à l'instar de ce qui est déjà pratiqué pour les cadets des fanfares et les jeunes accordéonistes).

Similairement aux girons de jeunesse, le Conseil d'Etat constate avec satisfaction qu'une grande majorité des districts ont été en mesure d'organiser le giron annuel de musique. La 37^e fête des musiques gruériennes (prévue au Pâquier) a été repoussée à 2023, notamment en raison du manque de répétitions autorisées pour les fanfares lors de la pandémie. Selon les différents communiqués de presse des organisateurs, les éditions 2022 de ces événements ont rencontré un grand succès auprès de la population. Sur le plan financier, les girons de la Sarine (Prez) et de la Glâne (Siviriez) ont réalisé d'importants bénéfices, respectivement 260 000 et 224 500 francs. Cela démontre que malgré les incertitudes rencontrées lors des années 2020 et 2021, un certain retour à la normale a été amorcé en 2022. L'organisation de ces événements demeurait sujette au risque de recrudescence de la pandémie de COVID-19. En ce sens, la possibilité de bénéficier d'indemnisations en cas d'annulation ou résultats négatifs a probablement permis aux différents organisateurs d'engager plus sereinement certains frais et ainsi contribué à une organisation de qualité pour ces manifestations.

2.2. Mesures spécifiques au canton de Fribourg

- > **Mesure spécifique aux girons de musique:** Toujours par souci de répondre aux souhaits des mandataires, le Conseil d'Etat a adapté début 2022 l'ordonnance relative aux mesures du plan de relance pour contrer les effets du coronavirus relevant de la Direction de la formation et des affaires culturelles et de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport (RSF 821.40.35). Via les art. 22b et 23 de ladite ordonnance, il a autorisé un soutien maximal de 15 000 francs par giron de district de la société cantonale des musiques fribourgeoises permettant de rembourser les coûts supplémentaires de personnel, d'infrastructure, d'organisation et de communication occasionnés par les mesures publiques de lutte contre le COVID-19. En 2022, 5 girons ont fait appel à ces aides. Des aides pour un montant total de 67 000 francs sur les 73 300 francs demand-

III. Situation dans les sociétés de chant et de musique

Le récent rapport 2022-DICS-35 (au postulat 2020-GC-156) sur les impacts du Covid-19 dans le domaine de la culture présente, dans son annexe, un sondage mené début 2022 auprès des milieux concernés. On y comprend que la crise a renforcé des problèmes structurels préexistants, mais qu'elle n'a heureusement pas généré de disparition ou de défection de membres alarmantes. Un défi concerne la recherche d'adhérent-e-s. Le constat est similaire dans le sondage mené par la FFC fin 2021. Donnée rassurante, le Conservatoire de Fribourg n'a pas connu de baisse du nombre d'élèves durant la pandémie. Le contact régulier du SeCu avec les faitières concernées lors des rencontres de la «Plateforme des faitières culturelles fribourgeoises» permet de garder un suivi de l'évolution de la situation.

IV. Considérations finales

Au sortir de la crise, le Conseil d'Etat constate que les demandes déposées dans le cadre de l'ordonnance et des autres dispositifs d'aide ont permis de soutenir de façon adéquate les structures organisatrices de girons. Ces dernières ont d'ailleurs signalé avoir réussi à réorganiser leurs activités suffisamment tôt pour éviter de s'exposer à d'importantes pertes financières. Cela démontre d'une part la capacité d'adaptation de ces structures et la motivation des membres des comités d'organisation, qui sont à saluer et féliciter pour leur engagement. De l'autre part, nul doute que les différents instruments de soutien exceptionnels mis sur pied par l'Etat ont permis à ces organisateurs de se consacrer plus sereinement à leur préparation.

Au vu de ce qui précède, à savoir que la plupart des événements prévus aient pu être mis sur pied malgré le contexte pandémique toujours incertain et que les résultats, tant du point de vue de l'affluence que financiers semblent selon les informations à disposition avoir été bons, le Conseil d'Etat estime qu'il a répondu, grâce aux diverses aides COVID mises en place par le canton seul ou conjointement à la Confédération, aux besoins exprimés par les girons de jeunesse, les girons de musique et fêtes de chant et qu'aucune de ces organisations ayant exprimé des préoccupations et pris contact avec les services concernés n'a été laissée sans aide ni solutions. Un certain nombre de manifestations ont déjà pu se tenir cette année, avec un succès populaire important et réjouissant, et les autres sont en cours d'organisation pour les prochaines années. Autre donnée rassurante, la crainte d'une défection massive de membres ou de nombreuses disparitions de sociétés pressentie par les députés en 2021 ne semble finalement et heureusement ne pas s'être concrétisée. Le Conseil d'Etat veillera cependant à suivre attentivement l'évolution de la situation.

Le Conseil d'Etat s'engage au travers de sa politique culturelle à travailler sur les problématiques qui se sont accélérées avec la crise sanitaire, par exemple les difficultés à recruter des bénévoles. En particulier, il s'engage pour une culture en partage, avec des mesures renforcées visant un accès à la culture pour toutes et tous, afin de favoriser le bien-être et la cohésion sociale. Il est conscient que les sociétés de chant et de musique constituent un pilier important de la vie culturelle et associative fribourgeoise, et sont soutenues par les collectivités publiques. Ces divers thèmes seront réabordés lors des réflexions touchant à la révision de la loi sur les affaires culturelles.

Ce rapport permet au Conseil d'Etat d'informer le Grand Conseil de la mise en œuvre du mandat 2021-GC-71. En conclusion, le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil de prendre connaissance de ce rapport et de classer le mandat.



Bericht 2022-DICS-50

6. Dezember 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Auftrag 2021-GC-71 David Bonny/Patrice Longchamp/Bruno Boschung/ Rose-Marie Rodriguez/Charles Brönnimann/Philippe Demierre/ Fritz Glauser/Bernadette Mäder-Brülhart/Bertrand Morel/Solange Berset – Die Gesangs-, Musik- und Jugendfeste im Kanton Freiburg müssen um jeden Preis gerettet werden!

I. Annahme des Auftrags

Am 23. Juni 2021 hat der Grossen Rat die Antwort des Staatsrats vom 8. Juni 2021 auf den Auftrag 2021-GC-71 mit 91 Stimmen, ohne Gegenstimmen und Enthaltungen, angenommen.

II. Umsetzung des Auftrags

Um eine rasche Umsetzung der notwendigen Unterstützung zu gewährleisten und die Weiterführung der von Bund und Kanton gemeinsam eingeführten Unterstützungsmassnahmen zu ermöglichen, wurde beschlossen, die Unterstützung hauptsächlich über die bestehenden Massnahmen fortzusetzen und gleichzeitig zusätzliche gezielte Massnahmen zu erarbeiten, die eine Unterstützung der Jugend- und Musikfeste ermöglichen, wie es dem Willen der Verfasserinnen und Verfasser des Auftrags entspricht. Die Einrichtung eines «Fonds» – im Sinne des Antrags der Grossratsmitglieder, d.h. eines gemeinsamen Fonds für alle im Auftrag erwähnten Veranstaltungen (Gesangs-, Musik- und Jugendfeste) – hätte zahlreiche Umsetzungsprobleme mit sich gebracht, insbesondere aufgrund der unterschiedlichen Anspruchsberechtigung dieser verschiedenen Veranstaltungen für die ausserordentlichen Unterstützungsmassnahmen Covid-19 Kultur. Der Kanton hat hingegen seine Unterstützungspalette ergänzt, um bestimmte von den Grossratsmitgliedern gewünschte Veranstaltungen gezielt zu unterstützen. Dies geschah hauptsächlich durch die Anpassung der Verordnung über die Massnahmen des Wiederankurbelungsplans zur Bewältigung der Auswirkungen der Covid-19-Epidemie im Zuständigkeitsbereich der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten und der Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion (vgl. Art. 23 Abs. 1 c der Verordnung für die Musikfeste) oder durch die Massnahmen des Unterstützungsplans für die Jugend (für die Jugendfeste).

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass er mit den allgemeinen Wirtschaftshilfen und gezielten Massnahmen zur Unterstützung des Kulturbereichs, dem Unterstützungsplan für die Jugend sowie der Beibehaltung der zugesagten Subventionen auf die von den betroffenen Kreisen geäußerten Bedürfnisse reagiert und tatkräftig dazu beigetragen hat, dass diese Ver-

anstaltungen im Jahr 2022 durchgeführt werden konnten. Er stellt mit Genugtuung fest, dass diese Veranstaltungen nicht nur stattgefunden haben, sondern auch sehr erfolgreich waren und es der Freiburger Bevölkerung ermöglichten, sich bei diesen für das Kulturleben des Kantons wichtigen Ereignissen wieder zu begegnen. Diese Unterstützungsmassnahmen bestanden unter anderem aus Finanzhilfen für:

1. Jugendfeste

- > Im Gegensatz zu den Musikfesten, fielen die Jugendfeste nicht in den Geltungsbereich der Verordnung des Bundes zur Unterstützung der Kultur. Um das Anliegen des Auftrags zu erfüllen, wurde der im Dezember 2021 vom Staatsrat verabschiedete Unterstützungsplan für die Jugend mit einer Massnahme zur Unterstützung von Jugendfesten ergänzt. Für diese ausserordentliche Unterstützungsmassnahme wurde ein Gesamtbetrag von 100 000 Franken bereitgestellt, d. h. je 50 000 Franken für die Jahre 2022 und 2023. Bisher wurden die 50 000 Franken an die fünf im Sommer 2022 organisierten Feste überwiesen. Als der Auftrag im Grossen Rat behandelt wurde, bestanden aufgrund der epidemiologischen Situation erhebliche Zweifel, ob diese Veranstaltungen wirklich durchgeführt werden konnten. Glücklicherweise haben sich diese Befürchtungen nicht bewahrheitet, und die Unterstützung, die der Staat den Jugendfesten über den Unterstützungsplan für die Jugend gewährt hat, hat wahrscheinlich zu ihrem guten Erfolg beigetragen.
- > Das Engagement des Staates für die Jugend beschränkte sich jedoch nicht nur auf diese Unterstützung für die Jugendfeste. So wurde beispielsweise eine Finanzhilfe für «Jugendprojekte» (Kultur-, Sport- oder andere Projekte) mit einem Betrag von jährlich 30 000 Franken für 2022 und 2023 bereitgestellt. Bisher wurden 5900 Franken für 4 Jugendprojekte (von 6 eingereichten Gesuchen) bewilligt. In den Schulen läuft eine Plakatkampagne, um das Angebot neu zu lancieren. Insgesamt wurde für diesen Unterstützungsplan für die Jugend ein Gesamtbudget von 1,7 Mio. Franken verabschiedet.

2. Gesangs- und Musikfeste

Es wurden die nachfolgend erläuterten Massnahmen umgesetzt. Bei diesen Begünstigten gilt es zwischen Massnahmen zu unterscheiden, die auf nationaler Ebene eingeführt wurden (und zum Teil vom Staat Freiburg mitfinanziert werden), und Massnahmen, die ausschliesslich vom Staat Freiburg beschlossen und finanziert werden.

2.1. Massnahmen auf Bundesebene

- > **Wirtschaftliche Massnahmen:** Das von den jeweiligen Vereinen angestellte Personal (Chorleiter/innen und Instrumentalensembles) konnte Kurzarbeitsentschädigungen in Anspruch nehmen.
- > **Ausfallentschädigungen:** Ebenso wie die professionellen Kulturunternehmen wurden auch die Kulturvereine im Laienbereich über die Entschädigungsregelung unterstützt. Gesuche, die einem Schaden unter 10 000 Franken oder einem Budget von weniger als 50 000 Franken betrafen, wurden von den nationalen Dachverbänden bearbeitet,

welche die Entschädigungen im Namen des Bundes leisteten. Diese machten die grosse Mehrheit der im gesamten Schadenszeitraum von März 2020 bis Juni 2022 gewährten Finanzhilfen aus. Das Amt für Kultur entschädigte seinerseits sieben Gesuchstellende, die einen finanziellen Schaden von über 10 000 Franken (bei einem Budget von über 50 000 Franken) erlitten hatten, mit einem Betrag von insgesamt 126 070 Franken. Es sei an dieser Stelle daran erinnert, dass die Modalitäten der Unterstützung durch Bundesrecht festgelegt waren, wobei diese Finanzhilfen 80% des finanziellen Schadens nicht übersteigen durften. In der nachfolgenden Tabelle sind die Finanzhilfen aufgeführt, die allein von Gesuchstellenden im Kanton Freiburg bezogen wurden. Der Unterschied zwischen der Anzahl der eingegangenen und der vom Staat Freiburg bearbeiteten und genehmigten Gesuche erklärt sich dadurch, dass die grosse Mehrheit vom Amt für Kultur an einen nationalen Dachverband weitergeleitet wurde, da ihr Schaden gemäss den oben genannten Kriterien nicht in den kantonalen Perimeter, sondern in den Bundesperimeter fiel. Die von den nationalen Dachverbänden gezahlten Beträge stammen ausschliesslich vom Bund.

Entschädigungen gewährt durch	Eingegangene Gesuche	Angenommene Gesuche	Gewährter Betrag
Staat Freiburg (KA) kofinanziert mit dem Bund	27	7	126 070 Franken
Dachverband für den Bereich Instrumentalmusik	260	257	902 101 Franken
Dachverband für die Bereiche Gesang und Jodeln	105	95	504 706 Franken
Dachverband für die Bereiche Theater, Tanz und Kostüme	43	38	186 940 Franken
Total	403	365	1 719 817 Franken

- > **Transformationsprojekte:** Die kantonalen Dachverbände wurden aufgefordert, die Gesangs- und Musikvereine bei der Eingabe von Gesuchen für Beiträge an Transformationsprojekte zu unterstützen. Diese Projekte sollen den Vereinen helfen, strukturelle Schwächen zu beheben sowie Publikums- oder Mitgliederverluste zu bewältigen oder neue Publikumsgruppen und Mitglieder zu gewinnen. Dabei sollten die Bedürfnisse der Vereine mit den Gesuchen gebündelt werden (ein einzelnes Kulturunternehmen war nicht anspruchsberechtigt). Im Amateurbereich wurde nur ein Projekt eingereicht und genehmigt. Dieses betrifft die Freiburger Chorvereinigung (FCV), die mit einem einmaligen und punktuellen Unterstützungsbeitrag von 49 600 Franken reorganisiert und professionalisiert werden soll.

2.2. Spezifische Massnahmen im Kanton Freiburg

- > **Gezielte Massnahme für die Musikfeste:** Um den Wünschen der Verfasserinnen und Verfasser des Auftrags zu entsprechen, passte der Staatsrat Anfang 2022 die Verord-

nung über die Massnahmen des Wiederankurbelungsplans zur Bewältigung der Auswirkungen der Covid-19-Epidemie im Zuständigkeitsbereich der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten und der Sicherheits-, Justiz und Sportdirektion (SGF 821.40.35) an. Gemäss den Artikeln 22b und 23 dieser Verordnung genehmigte er eine Unterstützung von maximal 15 000 Franken pro Bezirksverband des Freiburger Kantonal Musikverbands, mit der die durch die öffentlichen Massnahmen zur Bekämpfung von Covid-19 verursachten Mehrkosten, insbesondere für Personal, Infrastruktur, Organisation und Kommunikation, erstattet werden können. Im Jahr 2022 haben 5 Feste diese Finanzhilfen in Anspruch genommen. Von den beantragten 73 300 Franken wurden Finanzhilfen in Höhe von insgesamt 67 000 Franken ausgezahlt, wobei der in der Verordnung vorgesehene Rahmenbetrag von 100 000 Franken eingehalten wurde.

- > **Weitere Massnahmen:** Mit der Koordination und Unterstützung des Staates können junge Chorsängerinnen und Chorsänger bis 30 Jahre, die in einem Mitgliedschor der FCV mitmachen und Kurse am Konservatorium Freiburg

besuchen, künftig von der Loterie Romande eine finanzielle Unterstützung für die Schulgebühren erhalten (ähnlich wie dies bereits für die Kadetten der Blaskapellen und die jungen Akkordeonspieler/innen praktiziert wird).

Ähnlich wie bei den Jugendfesten stellt der Staatsrat mit Genugtuung fest, dass eine grosse Mehrheit der Bezirke in der Lage war, das jährliche Musikfest zu organisieren. Das 37. Greyerzer Musikfest (geplant in Le Pâquier) wurde auf 2023 verschoben, unter anderem, weil den Blaskapellen während der Pandemie nicht genügend Proben erlaubt wurden. Laut den verschiedenen Medienmitteilungen der Organisatoren waren die Ausgaben 2022 dieser Veranstaltungen ein grosser Erfolg bei der Bevölkerung. Auf finanzieller Ebene erzielten der *Giron de la Sarine* (Prez) und der *Giron de la Glane* (Siviriez) hohe Gewinne, nämlich 260 000 bzw. 224 500 Franken. Dies zeigt, dass trotz der Unsicherheiten, die in den Jahren 2020 und 2021 aufgetreten sind, im Jahr 2022 eine gewisse Rückkehr zur Normalität zu beobachten war. Bei der Organisation dieser Veranstaltungen war aber weiterhin mit dem Risiko eines erneuten Ausbruchs der Covid-19-Pandemie zu rechnen. Daher konnten die Organisatoren der verschiedenen Veranstaltungen dank der Möglichkeit, im Falle von Absagen oder Verlusten Entschädigungen zu erhalten, wahrscheinlich gewisse Kosten gelassener tragen, was zu einer guten Organisation und Durchführung dieser Veranstaltungen beigetragen hat.

III. Situation in den Gesangs- und Musikvereinen

Der kürzlich veröffentlichte Bericht 2022-DICS-35 (zum Postulat 2020-GC-156) über die Auswirkungen der Covid-19-Krise im Kulturbereich enthält in seinem Anhang eine Umfrage, die Anfang 2022 bei den betroffenen Akteurinnen und Akteuren durchgeführt wurde. Darin wird deutlich, dass die Krise bereits bestehende strukturelle Probleme verstärkt hat, aber glücklicherweise nicht zu einem alarmierenden Verlust oder zur Abwanderung von Mitgliedern geführt hat. Eine Herausforderung stellt sich bei der Suche nach Mitgliedern. Die Umfrage, die die FCV Ende 2021 durchgeführt hat, ergibt ein ähnliches Bild. Beruhigend ist, dass das Konservatorium Freiburg während der Pandemie keinen Rückgang der Anzahl Schülerinnen und Schüler zu verzeichnen hatte. Der regelmässige Kontakt des Amts für Kultur mit den betroffenen Dachverbänden bei den Treffen der Freiburger Kultur-Dachverbände («Plateforme des faitières culturelles fribourgeoises») ermöglicht es, den Überblick über die Entwicklung der Situation zu behalten.

IV. Schlussfolgerungen

Abschliessend stellt der Staatsrat fest, dass die im Rahmen der Verordnung und der übrigen Unterstützungsinstrumente eingereichten Gesuche eine angemessene Unterstü-

zung der Strukturen, die Gesangs-, Musik- und Jugendfeste organisieren, ermöglicht haben. Letztere berichteten im Übrigen, dass es ihnen gelungen sei, ihre Aktivitäten frühzeitig neu zu organisieren und so grosse finanzielle Verluste zu verhindern. Dies zeigt zum einen die Anpassungsfähigkeit dieser Strukturen und die Motivation der Mitglieder der Organisationskomitees, die für ihr Engagement zu loben und zu beglückwünschen sind. Zum anderen besteht kein Zweifel daran, dass die verschiedenen aussergewöhnlichen Unterstützungsinstrumente, die der Staat zur Verfügung gestellt hat, es den Organisatoren ermöglicht haben, sich gelassener auf ihre Vorbereitungen zu konzentrieren.

Gestützt auf diese Ausführungen ist der Staatsrat der Ansicht, dass er dank der verschiedenen Covid-Hilfen, die der Kanton allein oder gemeinsam mit dem Bund bereitgestellt hat, auf die von Seiten der Gesangs-, Musik- und Jugendfeste geäußerten Bedürfnisse eingegangen ist und dass alle Organisationen, die Bedenken geäußert und sich an die zuständigen Stellen gewandt haben, Hilfe erhalten haben oder ihnen eine Lösung vorgeschlagen wurde. Eine Reihe von Veranstaltungen konnte in diesem Jahr bereits mit grossem und erfreulichem Publikumserfolg durchgeführt werden, andere sind für die nächsten Jahre in Planung. Eine weitere beruhigende Tatsache ist, dass die von den Grossrätinnen und Grossräten befürchtete massive Abwanderung von Mitgliedern oder das Verschwinden zahlreicher Vereine im Jahr 2021 glücklicherweise nicht eingetreten zu sein scheinen. Der Staatsrat wird jedoch die Entwicklung der Situation aufmerksam weiterverfolgen.

Er verpflichtet sich zudem, durch seine Kulturpolitik an den Problemen zu arbeiten, die sich durch die Gesundheitskrise beschleunigt haben, z. B. die Schwierigkeiten bei der Rekrutierung von Freiwilligen. Insbesondere setzt er sich für eine Kultur des Teilens ein, mit verstärkten Massnahmen, die auf einen Zugang zur Kultur für alle abzielen, um das Wohlbefinden und den sozialen Zusammenhalt zu fördern. Er ist sich bewusst, dass die Gesangs- und Musikvereine eine wichtige Säule des Freiburger Kultur- und Vereinslebens darstellen und von den Gemeinwesen unterstützt werden. Diese verschiedenen Themen sollen im Rahmen der Überlegungen zur Revision des Gesetzes über kulturelle Angelegenheiten erneut aufgegriffen werden.

Dieser Bericht ermöglicht es dem Staatsrat, den Grossen Rat über die Umsetzung des Auftrags 2021-GC-71 zu informieren. Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen und den Auftrag abzuschreiben.



Message 2021-DSJ-131

12 décembre 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi d'application de la législation fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite

Le présent message accompagne le projet de la loi modifiant la loi d'application de la législation fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LALP) mis en consultation. Il est structuré de la manière suivante:

1. Origine du projet	1
2. Nécessité de la modification	1
3. Consultation	2
4. Commentaires des dispositions	2
5. Incidences du projet	2
6. Effets sur le développement durable, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité	2

1. Origine du projet

En séance du 20 mai 2021, le Grand Conseil a accepté, par 98 voix contre 0, la motion Kolly et Morel relative à la mise en place d'un extrait cantonal des poursuites (2020-GC-123). Ces deux députés ont requis la centralisation des extraits des poursuites en ce sens que l'extrait produit par n'importe quel office du canton comprenne les poursuites et actes de défaut de biens du débiteur ou de la débitrice auprès de l'ensemble des offices du canton et non plus seulement sur les poursuites engagées dans l'arrondissement de l'office saisi.

registres de plusieurs offices, voire dans le même office. De manière similaire, le numéro IDE pour les sociétés constitue la clé de rapprochement.

L'utilisation de cette clé de rapprochement présente deux volets l'un légal et l'autre technique.

Du point de vue légal, il est nécessaire d'introduire une disposition spécifique afin que les offices des poursuites soient habilités à délivrer un extrait cantonal du registre des poursuites.

L'Assemblée fédérale a adopté le 18 décembre 2020 une révision de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS; RS 831.10) portant sur l'utilisation systématique du numéro AVS par les autorités. Cette révision prévoit que dès le 1^{er} janvier 2022 les unités des administrations cantonales et communales sont habilitées à utiliser le numéro AVS de manière systématique dans la mesure où l'exécution de leurs tâches légales le requiert (art. 153c al. 1 let. a ch. 3 LAVS). Cette base légale fédérale est dès lors suffisante pour que les offices des poursuites puissent utiliser le numéro AVS pour pouvoir délivrer des extraits cantonaux des poursuites.

Une base légale cantonale est en revanche nécessaire pour que les offices puissent délivrer un extrait cantonal et non seulement un extrait pour leur propre arrondissement. Ainsi, le Conseil d'Etat propose d'introduire une base légale dans la loi d'application de la législation fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LALP; RSF 28.1). Par ailleurs, il est

2. Nécessité de la modification

Les extraits des poursuites délivrés sont actuellement rattachés exclusivement à l'Office des poursuites de chaque district. Ainsi, il suffit à une personne de déménager d'un district à l'autre pour obtenir un extrait des poursuites vierge, ce qui est problématique quant à l'examen de sa solvabilité par tout tiers intéressé. Le but de la motion était ainsi que l'extrait produit par n'importe quel office du canton comprenne les poursuites et actes de défaut de biens du débiteur ou de la débitrice auprès de l'ensemble des offices du canton.

La production d'un extrait cantonal et non seulement de l'arrondissement exige un mécanisme de rapprochement des personnes au moyen d'une clé unique. Le numéro AVS permet précisément de rapprocher sur la base d'un identifiant commun des personnes identiques présentes dans les

saisi l'opportunité de cette modification légale pour permettre à chaque office de délivrer des extraits du registre des poursuites portant sur l'ensemble du territoire cantonal (ainsi, un habitant du district de la Veveyse pourrait venir à l'Office des poursuites de la Sarine pour obtenir un extrait).

Du point de vue technique, le canton de Fribourg peut s'inspirer du système valaisan. En effet, en 2020, le législateur valaisan a décidé de mettre en place la production d'un extrait cantonal du registre des poursuites. Pour ce faire, le programme informatique Themis, développé par le SITel et à disposition de nos offices, a été utilisé par les autorités valaisannes. Selon les premières analyses du groupe de travail chargé de la mise en œuvre technique, la solution mise en place dans le canton du Valais, peut être reprise dans le canton de Fribourg moyennant quelques modifications.

3. Consultation

Dans sa séance du 28 juin 2022, le Conseil d'Etat a autorisé la mise en consultation externe de l'avant-projet de loi modifiant la loi d'application de la législation fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Le projet a été mis en consultation entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre 2022. Globalement, les modifications proposées ont été accueillies avec enthousiasme. La consultation a été également l'opportunité de préciser que l'objectif des présentes modifications n'est pas de créer une gestion centralisée des données mais uniquement l'opportunité de générer des extraits pour tout le territoire cantonal.

4. Commentaires des dispositions

Loi d'application de la législation fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite

Art. 2 al. 3 (nouveau)

Cette nouvelle disposition constitue la base légale permettant aux offices des poursuites de délivrer un extrait cantonal du registre des poursuites et non seulement un extrait pour son propre arrondissement.

Art. 2a (nouveau)

Ce nouvel article correspond à l'ancien article 2 al. 2 qui a été déplacé pour des raisons de cohérence. L'article 2 se réfère désormais uniquement aux arrondissements des poursuites, tandis que l'article 2a délimite le territoire de l'arrondissement de faillites.

5. Incidences du projet

La mise en œuvre de cette motion a une incidence financière et en personnel. Dans un premier temps, un groupe de travail, a été chargé de déterminer les conditions techniques pour que des extraits cantonaux des registres puissent être délivrés. Il a notamment déterminé que pour les personnes physiques, le contrôle des données sera effectué par le biais du registre cantonal des personnes. Pour les entreprises, Themis continuera à faire appel au registre d'identification des entreprises de l'Office fédéral de la statistique (registre IDE). Dans un deuxième temps, le SITel a été interpellé afin qu'il détermine quelles sont les infrastructures informatiques supplémentaires nécessaires (serveurs, logiciels).

Par la suite, un travail d'alignement des données entre les registres des personnes des offices, accompagné de l'attribution du numéro AVS à ces personnes, sera nécessaire. Sur le plan organisationnel, cette introduction nécessite du personnel supplémentaire pour effectuer les travaux de nettoyage des données, l'alignement et l'attribution du numéro AVS et du numéro IDE dans les offices, pour suivre l'avancement, coordonner les travaux et contrôler la qualité du résultat. Selon le groupe de travail mis en place, cette charge pourrait être accomplie grâce à l'engagement d'un EPT temporaire à répartir entre les offices durant toute la phase de nettoyage, pour une durée minimale d'une année, puis par un coordinateur ou une coordinatrice à 50% pour la maintenance qualitative des registres. Ce dernier poste est un poste permanent, car sans un contrôle périodique des registres de personnes, la qualité des données se dégrade rapidement et le risque d'erreur dans l'extrait cantonal croît. Un montant forfaitaire équivalant à 1 EPT de collaborateur administratif a d'ores et déjà été prévu pour 2023. Puis, pour la suite, il est prévu 0,5 EPT en montant forfaitaire en 2024 avant d'obtenir 0,5 EPT définitif en 2025.

6. Effets sur le développement durable, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

En revanche, la mise en œuvre n'aura pas d'impact sur le développement durable et ne soulève pas de difficultés quant à sa compatibilité avec le droit fédéral et européen du fait des nouvelles normes de la loi sur la cyberadministration (LCyb; RSF 184.1).



Botschaft 2021-DSJ-131

12. Dezember 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Ausführungsgesetzes zur Bundesgesetzgebung über Schuldbetreibung und Konkurs

Dies ist die Botschaft zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Ausführungsgesetzes zur Bundesgesetzgebung über Schuld-betreibung und Konkurs (AGSchKG), der in Vernehmlassung gegeben wird. Sie ist wie folgt gegliedert:

1. Ursprung des Entwurfs	3
2. Notwendigkeit der Änderung	3
3. Vernehmlassung	4
4. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen	4
5. Auswirkungen des Entwurfs	4
6. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung, Bundesrechtskonformität und Europaverträglichkeit	4

1. Ursprung des Entwurfs

In seiner Sitzung vom 20. Mai 2021 hat der Grosser Rat die Motion Kolly/Morel zur Schaffung eines kantonalen Betreibungsregisterauszugs (2020-GC-123) mit 98 zu 0 Stimmen angenommen. Die Motionsurheber hatten beantragt, die Betreibungsregisterauszüge so zu zentralisieren, dass ein Auszug unabhängig vom ausstellenden Betreibungsamt immer alle Betreibungen und Verlustscheine der Schuldnerin oder des Schuldners enthält und nicht mehr nur die Betreibungen, die im Betreibungskreis des ausstellenden Amtes eingeleitet wurden.

2. Notwendigkeit der Änderung

Die heute ausgestellten Betreibungsregisterauszüge sind auf den Betreibungskreis des jeweiligen Amtes beschränkt. Eine Person braucht also nur in einen anderen Bezirk umzuziehen, um wieder einen leeren Betreibungsauszug zu erhalten, was für die Überprüfung ihrer Zahlungsfähigkeit durch berechtigte Dritte problematisch ist. Das Ziel der Motion bestand demnach darin, dass Betreibungsauszüge unabhängig vom ausstellenden Amt alle Betreibungen und Verlustscheine einer Schuldnerin oder eines Schuldners enthalten, die bei einem der verschiedenen Betreibungsämter verzeichnet sind.

Für die Ausstellung eines kantonalen und nicht mehr nur bezirksbezogenen Auszugs ist ein Mechanismus für die Zusammenführung von Einträgen mit einem eindeutigen Erkennungsmerkmal erforderlich. Mit der AHV-Nummer als Identifikator ist es möglich, Einträge zu einer und derselben Person in den verschiedenen Registern der Betreibungsämter oder auch desselben Amtes zusammenzuführen. Bei den Unternehmen ist dieser Identifikator die IDE-Nummer.

Die Verwendung des Identifikators ist sowohl in rechtlicher wie auch in technischer Hinsicht von Bedeutung.

In rechtlicher Hinsicht muss eine Bestimmung eingeführt werden, welche die Betreibungsämter berechtigt, einen kantonalen Betreibungsregisterauszug auszustellen.

Die eidgenössischen Räte haben am 18. Dezember 2020 eine Revision des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG; SR 831.10) zur systematischen Verwendung der AHV-Nummer durch Behörden verabschiedet. Die Revision sieht vor, dass die Einheiten der Kantons- und Gemeindeverwaltung ab 1. Januar 2022 berechtigt sind, die AHV-Nummer systematisch zu verwenden, soweit sie zur Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben erforderlich ist (Art. 153c Abs. 1 Bst. a Ziff. 3 AHVG). Auf dieser bundesrechtlichen Grundlage können die Betreibungsämter die AHV-Nummer verwenden, um kantonale Betreibungsauszüge auszustellen.

Allerdings ist auch eine kantonale gesetzliche Grundlage notwendig, damit die Betreibungsämter kantonale Auszüge und nicht nur Auszüge für ihren eigenen Betreibungskreis ausstellen können. Der Staatsrat schlägt deshalb vor, im Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über Schuldbetreibung und Konkurs (AGSchKG; SGF 28.1) eine entsprechende Rechtsgrundlage einzuführen. Überdies sollen die Betreibungsämter bei dieser Gelegenheit dazu ermächtigt werden, Betreibungsauzüge für den ganzen Kanton auszustellen (Einwohner/innen des Vivisbachbezirks könnten so auch im Betreibungsamt Saane einen Betreibungsauzug erhalten).

In technischer Hinsicht kann sich der Kanton Freiburg am Walliser System orientieren. Der Walliser Gesetzgeber hat nämlich 2020 entschieden, einen kantonalen Betreibungsregisterauszug einzuführen. Die Walliser Behörden verwendeten dazu das Computerprogramm Themis, das vom ITA entwickelt wurde und von unseren Betreibungsämtern verwendet wird. Laut ersten Analysen der Arbeitsgruppe für die technische Umsetzung kann die im Kanton Wallis verwendete Lösung mit einigen Anpassungen für den Kanton Freiburg übernommen werden.

3. Vernehmlassung

In seiner Sitzung vom 28. Juni 2022 hat der Staatsrat das externe Vernehmlassungsverfahren zum Gesetzesvorentwurf zur Änderung des Ausführungsgesetzes zur Bundesgesetzgebung über Schuldbetreibung und Konkurs (AGSchKG) genehmigt. Die Vernehmlassung dauerte von 1. Juli bis 30. September 2022. Die vorgeschlagenen Änderungen wurden insgesamt sehr positiv aufgenommen. In der Vernehmlassung wurde zudem erneut hervorgehoben, dass mit den vorliegenden Änderungen nicht eine zentrale Datenverwaltung geschaffen werden soll, sondern lediglich die Möglichkeit, Betreibungsregisterauszüge für das gesamte Kantonsgebiet auszustellen.

4. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über Schuldbetreibung und Konkurs

Art. 2 Abs. 3 (neu)

Die neue Bestimmung bildet die gesetzliche Grundlage, die den Betreibungsämtern erlaubt, einen kantonalen Betreibungsregisterauszug auszustellen und nicht mehr nur einen Auszug für ihren eigenen Betreibungskreis.

Art. 2a (neu)

Dieser neue Artikel entspricht dem alten Artikel 2 Abs. 2, der aus Kohärenzgründen verschoben wurde. Artikel 2 betrifft neu nur noch die Betreibungskreise, während Artikel 2a das Gebiet des Konkurskreises definiert.

5. Auswirkungen des Entwurfs

Die Umsetzung der Motion hat finanzielle und personelle Auswirkungen. In einem ersten Schritt wurde eine Arbeitsgruppe damit beauftragt, die technischen Bedingungen für die Ausstellung kantonaler Betreibungsauzüge zu ermitteln. Diese legte namentlich fest, dass die Datenkontrolle bei den natürlichen Personen über das kantonale Personenregister erfolgen wird. Bei den Unternehmen wird Themis weiterhin auf das Unternehmensidentifikationsregister des Bundesamts für Statistik (IDE-Register) zugreifen. In einem zweiten Schritt wurde das ITA damit beauftragt zu prüfen, welche zusätzlichen Informatikmittel (Server, Software) benötigt werden.

In einem nächsten Schritt müssen die Daten aus den Personenregistern der Betreibungsämter abgeglichen und den verzeichneten Personen die entsprechenden AHV-Nummern zugeordnet werden. Dafür ist in den Betreibungsämtern auf organisatorischer Ebene zusätzliches Personal für die Datenbereinigung, den Datenabgleich und die Zuordnung der AHV- bzw. IDE-Nummern sowie für die Fortschrittskontrolle, die Koordination der Arbeiten und die Qualitätskontrolle der Ergebnisse erforderlich. Laut der eingesetzten Arbeitsgruppe könnte für diese Arbeit eine temporäre Vollzeitstelle geschaffen werden, die in der Phase der Datenbereinigung (mindestens ein Jahr) auf die Betreibungsämter verteilt würde, und anschliessend eine 50%-Stelle für eine Koordinatorin oder einen Koordinator für die Pflege der Registerqualität. Bei der zweiten Stelle handelt es sich um eine Festanstellung, denn ohne eine periodische Überprüfung der Personenregister verschlechtert sich die Datenqualität rasch, womit das Risiko von Fehlern im kantonalen Betreibungsauzug steigt. Für 2023 wurde bereits der Pauschalbetrag für 1 VZÄ für eine/n Verwaltungssachbearbeiter/in vorgesehen. Anschliessend sind 0,5 VZÄ für 2024 geplant, bevor 2025 definitiv 0,5 VZÄ gewährt werden sollten.

6. Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung, Bundesrechtskonformität und Europaverträglichkeit

Die Umsetzung der Motion hat keine Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung und ist dank der neuen Bestimmungen des E-Government-Gesetzes (E-GovG; SGF 184.1) mit Bundesrecht und Europarecht vereinbar.

**Loi modifiant la loi d'application de la législation fédérale
sur la poursuite pour dettes et la faillite**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **28.1**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi d'application du 12 février 2015 de la législation fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LALP);

Vu le message 2021-DSJ-131 du Conseil d'Etat du 12 décembre 2022;

Sur proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

L'acte RSF 28.1 (Loi d'application de la législation fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LALP), du 12.02.2015) est modifié comme il suit:

Art. 2 al. 2 (abrogé), al. 3 (nouveau)

Arrondissements des poursuites (art. 1 et 2 LP) (*titre médian modifié*)

² *Abrogé*

³ Les offices des poursuites sont habilités à délivrer des extraits du registre des poursuites portant sur l'ensemble du territoire cantonal.

**Gesetz zur Änderung des Ausführungsgesetzes zur
Bundesgesetzgebung über Schuldbetreibung und Konkurs**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **28.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Ausführungsgesetz vom 12. Februar 2015 zur Bundesgesetzgebung über Schuldbetreibung und Konkurs (AGSchKG);
nach Einsicht in die Botschaft 2021-DSJ-131 des Staatsrats vom 12. Dezember 2022;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 28.1 (Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über Schuldbetreibung und Konkurs (AGSchKG), vom 12.02.2015) wird wie folgt geändert:

Art. 2 Abs. 2 (aufgehoben), Abs. 3 (neu)

Betreibungskreise (Art. 1 und 2 SchKG) (*Artikelüberschrift geändert*)

² *Aufgehoben*

³ Die Betreibungsämter sind berechtigt, für das gesamte Kantonsgebiet Betreibungsregisterauszüge auszustellen.

Art. 2a (nouveau)

Arrondissement de faillites

¹ Le territoire du canton forme un seul arrondissement de faillites. Le siège de l'Office des faillites est à Fribourg.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au référendum législatif. Elle n'est pas soumise au référendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 2a (neu)

Konkurskreise

¹ Das Gebiet des Kantons Freiburg bildet einen einzigen Konkurskreis. Der Sitz des Konkursamtes befindet sich in Freiburg.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

<u>Annexe</u>	<u>Anhang</u>
GRAND CONSEIL	2021-DSJ-131
<p>Projet de Loi modifiant la loi d'application de la législation fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite</p> <p><i>Propositions de la commission ad hoc CO-2023-002</i></p> <hr/>	<p>GROSSER RAT</p> <p>Gesetzesentwurf zur Änderung des Ausführungsgesetzes zur Bundesgesetzgebung über Schuldbetreibung und Konkurs</p> <p><i>Antrag der Ad-hoc Kommission OK-2023-002</i></p> <hr/>

Présidence : Pascal Lauber

Membres : Eric Barras, Solange Berset, Catherine Esseiva, Andreas Freiburghaus, Bertrand Morel, Annick Remy-Ruffieux, Alizée Rey, Daphné Roulin, Ivan Thévoz, Sophie Tritten

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Vote final

Par 10 voix contre 0 et 0 abstention (un membre absent), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi selon la proposition initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Präsidium: Pascal Lauber

Mitglieder : Eric Barras, Solange Berset, Catherine Esseiva, Andreas Freiburghaus, Bertrand Morel, Annick Remy-Ruffieux, Alizée Rey, Daphné Roulin, Ivan Thévoz, Sophie Tritten

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 10 zu 0 Stimme bei 0 Enthaltungen (ein Mitglied ist abwesend) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Le 03 mars 2023

Den 03. März 2023



Message 2021-DSJ-173

10 janvier 2023

—
Projet de loi sur l'imposition des bateaux (LIBat)

Table des matières

—

1	Origine et nécessité du projet	2
1.1	Motion « Pour une imposition cohérente et durable sur les bateaux » (2021-GC-40)	2
1.2	Principe d'une révision totale	2
2	Révision de l'imposition	2
2.1	Généralités	2
2.2	Premier pilier : l'impôt de base	2
2.3	Deuxième pilier : la durabilité	3
3	Résultats de la consultation	3
4	Commentaires d'articles	4
5	Conséquences du projet	8
5.1	Conséquences financières	8
5.2	Incidences sur la répartition des tâches Etat-communes et conformité au droit supérieur et évaluation de la durabilité du projet	8

1 Origine et nécessité du projet

1.1 Motion « Pour une imposition cohérente et durable sur les bateaux » (2021-GC-40)

La fiscalisation des bateaux est définie selon la loi du 25 septembre 1974 sur l'imposition des bateaux (RSF 635.4.2).

Par motion déposée et développée le 2 mars 2021, les députés Eric Collomb et Hubert Dafflon ont demandé une refonte des critères d'imposition des bateaux¹. Il est attendu un système d'imposition reposant sur deux piliers : une taxe de base et une taxe environnementale. Il est également souhaité que la masse fiscale actuelle soit réduite au profit de motorisations respectueuses de l'environnement et de bateaux dont l'imposition est beaucoup plus élevée en comparaison nationale.

En réponse du 28 juin 2021, le Conseil d'Etat a proposé de fractionner la motion, à savoir accepter le volet visant une nouvelle imposition cohérente et durable et rejeter le volet relatif à la réduction de la masse fiscale. Le 9 septembre 2021, le Grand Conseil a rejeté le fractionnement et adopté cette motion qui vise à mettre en œuvre une imposition cohérente, dans le sens où elle taxe l'ensemble des personnes détentrices de bateaux mais aussi durable, afin qu'elle tienne compte séparément des critères environnementaux.

1.2 Principe d'une révision totale

Dans la mesure où la loi actuelle date de près de 50 ans, il est proposé de la réviser totalement, afin de garantir la clarté et la cohérence.

2 Révision de l'imposition

2.1 Généralités

Le système d'imposition actuel est relativement complexe. Des tarifs progressifs conjugués avec différentes caractéristiques telles que le poids, la surface végétale ou encore le poids total sont appliqués. Il n'y a pas d'incitation au profit des motorisations respectueuses de l'environnement. De plus, les bateaux avec une forte puissance sont lourdement imposés en comparaison avec les cantons riverains.

Il est prévu une simplification du système d'imposition et l'introduction de mesures incitatives pour les motorisations respectueuses de l'environnement.

Il est proposé d'imposer le parc des bateaux de plaisance au moyen d'un impôt de base progressif selon la longueur ainsi qu'une imposition progressive en fonction de la puissance du ou des moteurs. Un tel système est pratiqué avec succès dans d'autres cantons (BE, VS, LU, NW).

Une réduction fiscale pour les moteurs électriques ou à hydrogène est prévue. De plus, des motorisations de ce même type avec une faible puissance sont exonérées.

La pression fiscale est également allégée, la masse fiscale passe de 2,5 millions à 2 millions de francs.

2.2 Premier pilier : l'impôt de base

Une fiscalisation progressive selon la longueur du bateau est prévue. Ce principe est pertinent et compréhensible pour le public, la longueur du bateau est publiée sur le permis de navigation. Il est applicable à la majorité du parc des bateaux.

¹ Motion 2021-GC-40 Collomb Eric, Dafflon Hubert, Pour une imposition cohérente et durable sur les bateaux

Une autre forme d’impôt de base est prévue pour des genres de bateaux particuliers ; cela ne concerne que quelques dizaines de bateaux. Une description détaillée est faite dans les commentaires relatifs à l’annexe 1 de la LIBat – Tarifs des impôts sur les bateaux.

2.3 Deuxième pilier : la durabilité

Ce pilier intègre la stratégie énergie 2050 de la Confédération en marquant la volonté du canton de Fribourg de favoriser les énergies propres. Si le bateau est motorisé, son ou ses moteurs sont fiscalisés progressivement selon la puissance. Une puissance élevée entraîne systématiquement une plus forte consommation d’énergie et des émissions plus importantes. Le prix unitaire par kW fait l’objet de paliers : 8 francs jusqu’à 100 kW et 11 francs pour les kW dépassant ce seuil. Cette mesure vise à freiner l’immatriculation de puissants bateaux de plaisance ; ceux-ci génèrent plus de nuisances, notamment sonores. En outre, la puissance d’un bateau est fréquemment liée à la capacité contributive de la personne détentrice.

Les moteurs électriques ou à hydrogène bénéficient d’une réduction tarifaire de 30 %. De plus, afin de favoriser le remplacement des moteurs thermiques de faible puissance, notamment les moteurs d’appoint équipant les voiliers ou les moteurs utilisés sur les lacs de la Gruyère et de Schiffenen, une exonération est prévue pour tous les moteurs électriques ou à hydrogène jusqu’à 2,5 kW.

Contrairement aux véhicules hybrides, une éventuelle motorisation hybride est publiée sur le permis de navigation avec les caractéristiques de chaque moteur. Si un bateau est équipé d’un moteur thermique et d’un moteur électrique ou à hydrogène, un impôt pour chaque moteur est déterminé. Pour rappel, il n’existe pas d’étiquette Energie pour les moteurs équipant les bateaux.

3 Résultats de la consultation

La procédure de consultation externe s’est déroulée du 4 juillet 2022 au 15 octobre 2022, elle s’est adressée à bon nombre de destinataires spécialement concernés par cette révision, à savoir notamment les communes disposant d’un port, l’Association des Monitrices et Moniteurs de Bateau de Suisse (Amobateau), l’Association suisse romande des pêcheurs professionnels, à diverses sociétés de sauvetage ou encore à divers clubs de voile. En outre, toutes les Directions, ainsi que leurs services spécifiquement concernés, ont été consultés.

D’une manière générale, l’avant-projet a été accueilli avec enthousiasme par une large majorité des entités consultées. En effet, elles saluent la volonté du législateur d’encourager les motorisations respectueuses de l’environnement et la prise en compte de critères plus durables dans la tarification, de manière conforme à la motion 2021-GC-40.

Néanmoins, certaines entités suggèrent qu’une part de l’impôt prélevé soit rétrocédé aux communes de la même manière que l’impôt sur les véhicules automobiles car cela représenterait une part importante pour le financement de l’entretien des rives et de la lutte contre les crues ainsi qu’au maintien des infrastructures. Il sied de préciser que le système de la rétrocession aux communes ainsi que son pourcentage (20%) ont été maintenus en l’état dans la loi sur l’imposition des véhicules automobiles et des remorques du 11 février 2021 (LIVAR ; RSF 635.1). Les communes qui disposent d’un port bénéficient déjà de recettes liées à l’octroi d’une concession d’exploitation ou encore à l’encaissement de taxes uniques et périodiques d’amarrage. Dès lors, l’introduction d’une rétrocession n’est pas justifiée.

Certaines entités relèvent des différences notables entre les cantons concernant les impôts prélevés et remarquent qu’ils restent nettement supérieurs à la moyenne suisse et aux cantons voisins. De ce fait, elles s’inquiètent du risque de pousser les propriétaires de bateaux hors du canton, mais temporisent toutefois cette crainte en indiquant que les places d’amarrage sont relativement rares. L’évolution des effectifs et des recettes fiscales entre 2005 et 2020 présentée dans la réponse à la motion 2020-GC-162 démontre que cette crainte d’exode est infondée.

Eu égard aux pêcheurs professionnels qui connaissent actuellement une période compliquée au niveau de la rentabilité de leurs entreprises, certaines entités ne pensent pas qu'un ajustement de la fiscalité soit nécessaire pour ce profil de détenteur et espèrent que les pêcheurs professionnels pourront bénéficier d'un statut spécial ou que le statut quo soit décidé. Le projet prévoit une réduction du tarif de 50% en faveur des pêcheurs professionnels.

L'introduction de l'hydrogène est également louée, il est toutefois suggéré de laisser une porte ouverte pour d'autres carburants futurs respectueux de l'environnement. Ceux-ci ne sont pas traités dans la LIBat car les mesures incitatives pour les carburants avec un profil environnemental plus favorable sont soutenues par la Confédération. En effet, les biocarburants tels que le biogaz, le bioéthanol, le biodiesel, les huiles végétales et animales bénéficient pour l'heure d'un allégement fiscal intégral.

En définitive, la structure du projet de loi n'a pas été modifiée et les corrections effectuées sont essentiellement formelles.

4 Commentaires d'articles

Article 1

Cette disposition présente l'objet du présent projet de loi ainsi que son champ d'application. Elle précise l'article 1 de la loi sur l'imposition des bateaux du 25 septembre 1974 (RSF 635.4.2, ci-après : « loi actuelle »). C'est le droit fédéral qui détermine quels bateaux sont imposés dans notre canton (article 61 de la loi sur la navigation intérieure ; LNI ; RS 747.201). Les alinéas 2 et 3 de l'article 61 LNI excluent une double imposition et règlent dans les détails les modalités de remboursement d'un éventuel trop perçu.

Exemple : un détenteur argovien utilise son bateau immatriculé AG sur un plan d'eau fribourgeois ; il devra l'immatriculer à FR s'il reste plus de 30 jours. L'impôt est dû dès le premier jour du mois. Lorsqu'il retourne dans le canton AG, l'impôt FR est remboursé à compter du jour de l'annulation du permis FR.

Article 2

Cette disposition reprend en substance l'article premier de la loi actuelle.

Article 3

Cet article détermine l'autorité compétente, à savoir l'Office de la circulation et de la navigation (ci-après : L'OCN). L'OCN remplit les tâches qui lui sont attribuées par la loi sur l'Office de la circulation et de la navigation (LOCN ; RSF 122.23.7).

L'alinéa 1 prévoit que l'OCN est compétent pour déterminer la catégorie dans laquelle chaque bateau doit être classé pour son imposition. L'alinéa 2 prévoit qu'il est chargé de percevoir l'impôt.

Article 4

Cette disposition reprend l'actuel article 2, tout en ne faisant plus mention de la notion de propriétaire. Seule la personne détentrice du bateau, c'est-à-dire celle qui figure sur le permis de navigation, est débitrice de l'impôt. Pour l'heure, c'est déjà le cas dans les faits.

Article 5

Cet article précise quelles sont les entreprises et entités publiques ou encore bateaux avec un usage particulier qui bénéficient de l'exonération fiscale.

La let. a est basée sur l'article 61 al. 5 de la LNI.

La let. b reprend le chiffre 8 du tarif de la loi actuelle.

La let. c prévoit l'exonération des bateaux appartenant à l'Etat à l'exception de ceux appartenant aux établissements dotés de la personnalité juridique. Cela correspond à la pratique actuelle, soit un parc de 14 bateaux exonérés. Cette pratique « historique », appliquée depuis de nombreuses années, est donc inscrite dans le projet.

Article 6

Cette disposition, couplée à l'article 7, se trouve être la concrétisation principale de la motion. Les tarifs progressifs selon la longueur ou les divers forfaits sont définis à l'Annexe 1 – Tarifs des impôts sur les bateaux.

L'alinéa 2 précise que si plusieurs moteurs sont inscrits sur le permis de navigation, chaque moteur est imposé séparément. Le projet prévoit le calcul de l'impôt pour chaque moteur. Actuellement, l'imposition selon la puissance est définie sur la base du total des puissances lorsqu'il y a plusieurs moteurs. Cette imposition pour chaque moteur est aujourd'hui nécessaire car les motorisations hybrides (thermique et électrique) vont se développer.

Article 7

Cette disposition intitulée « Réductions et exonérations » concrétise le deuxième pilier du nouveau système d'imposition des bateaux.

L'alinéa 1 détermine une réduction de 30 % pour les moteurs électriques ou à hydrogène dont la puissance est supérieure à 2,5 kW. Il s'agit du même taux défini à l'article 11 al. 2 de la loi sur l'imposition des véhicules et des remorques du 11 février 2021 (LIVAR ; RSF 635.1).

L'alinéa 2 prévoit l'exonération des moteurs électriques ou à hydrogène dont la puissance ne dépasse pas 2,5 kW.

Ce système, basé sur des réductions d'imposition, est beaucoup mieux perçu par les personnes détentrices de bateaux en comparaison à un système de sanctions.

Article 8

Cette disposition définit les modalités de la taxation. L'alinéa 1 indique que le montant de l'impôt est fixé pour chaque genre de bateaux selon les catégories et les barèmes fixés à l'annexe 1 du projet de loi. L'annexe prévoit quatre catégories. L'alinéa 2 précise que la classification des genres de bateaux est déterminée conformément à la législation fédérale (ordonnance sur la navigation dans les eaux suisses ONI ; RS 747.201.1). L'alinéa 3 reproduit l'article 9 de la loi actuelle, tout en impartissant un délai d'annonce de 14 jours à la personne détentrice du bateau.

Article 9

Cette disposition reprend les articles 3 et 5 de la loi actuelle. La notion de moitié d'impôt est nouvellement introduite, par exemple, lorsqu'un bateau est mis hors circulation en cours de saison en raison d'une réparation importante ou d'une opération d'achat/vente, ou encore lors d'un décès. Le principe de l'impôt annuel et indivisible est inéquitable et n'est pas accepté par les parties prenantes.

Article 10

Actuellement l'article 6 indique que le permis de navigation est retiré et que le numéro de matricule est annulé si le montant dû n'est pas payé. Le projet précise la pratique et les délais. Ils sont identiques à ceux prévus à l'article 14 de la LIVAR. L'Office émet une facture en février payable au 1^{er} avril. En cas de non-paiement, un rappel payable à trente jours est établi. Si aucune suite n'est donnée, une décision invitant le détenteur à régulariser sa situation est émise, faute de quoi le retrait du permis de navigation est prononcé. Si nécessaire, l'Office mandate la Police pour saisir le permis de navigation.

Article 11

Cette disposition reprend l'article 7 de la loi actuelle.

Article 12

Cette disposition reprend l'article 8 de la loi actuelle.

Article 13

Cette disposition reprend l'article 1bis de la loi actuelle. Le seuil de 10 % est ramené à 5 % et la compétence est donnée au Grand Conseil, comme c'est le cas pour la LIVAR.

Article 14

Compte tenu du nombre élevé de bateaux immatriculés, il convient de prévoir, en cas de contestation de l'impôt, la voie de la réclamation auprès de l'OCN avant un éventuel recours auprès du Tribunal cantonal.

Article 15

Cette disposition reproduit l'article 10 de la loi actuelle.

Il est ajouté et précisé à l'alinéa 2 que les procédures de recours sont régies par le Code de procédure pénale suisse (CPP ; RS 312.0). Il s'agit plus précisément de l'article 357 CPP, lequel précise que lorsque des autorités administratives sont instituées en vue de la poursuite et du jugement des contraventions, elles ont les attributions du Ministère public.

Annexe 1

Malgré une pression fiscale importante appliquée aux bateaux immatriculés dans le canton de Fribourg, le barème actuel n'entraîne pas un déplacement du lieu de stationnement vers des cantons riverains offrant des conditions d'imposition plus attractives. Le choix du lieu de stationnement est guidé pour l'essentiel par d'autres critères : disponibilité de places d'amarrage, attractivité du lac et de la région où est stationné le bateau, distance par rapport au lieu de domicile et/ou d'activité professionnelle.

Pour toutes les analyses quantité/francs présentées ci-après, l'effectif correspond au parc des bateaux au 30 septembre 2021. Le parc au 30 septembre 2022 correspond à 5'541 unités ; cette évolution ne nécessite pas une actualisation des analyses et tableaux chiffrés.

Présentation de l'impact global du projet, par genre de bateaux

Tarif selon chiffre de l'annexe	Effectif	Cumul impôt en KCHF		
		Actuel	Projet	Ecart
Chiffre 1, bateaux à rames et pédalos	234	7	6	-1
Chiffre 1, bateaux à voile, sans moteur	478	15	16	1
Chiffre 1, bateaux à voile, avec moteur *	1'351	266	195	-71
Chiffre 1, bateaux de plaisance avec moteur **	3'492	2'163	1'757	-406
Chiffre 1, bateaux à passagers	5	14	11	-3
Chiffre 1, engins flottants	8	2	4	2
Chiffre 2, bateaux à marchandises, bateaux pousseurs	0	0	0	0
Chiffre 3, plaques professionnelles	16	2	6	4
Chiffre 4, bateaux de pêcheurs professionnels	14	1	3	2
TOTAL	5598	2470	1998	-472

Détails concernant la réduction, respectivement l'exonération environnementale

111 voiliers avec moteur * et 352 bateaux de plaisance avec moteur ** bénéficient de la réduction de 30 %, respectivement de l'exonération ($\leq 2,5 \text{ kW}$) en faveur des moteurs électriques ou à hydrogène. Le cumul des réductions fiscales de 30 % se monte à 324 francs, respectivement 2736 francs pour les exonérations.

Les moteurs électriques actuellement immatriculés sont de très faible puissance : 366 unités avec une puissance $\leq 1 \text{ kW}$; 69 unités avec une puissance $> 1 \text{ kW}$ et $\leq 2,5 \text{ kW}$ et 28 unités avec une puissance $> 2,5 \text{ kW}$.

Comparaison tarifaire pour différents profils type

Profil type et caractéristiques
(valeurs moyennes)

	FR actuel	FR projet	BE	NE	VD
Bateau à rames 410 cm	31	30	40	10	25
Voilier < 15 m², 450 cm, sans moteur	31	30	40	33	35
Voilier < 15 m ² , 550 cm, 508 kg, 3,4 kW	60	74	72	33	75
Voilier 20 m ² , 670 cm, 790 kg, 3,9 kW	109	82	72	81	99
Voilier 25 m ² , 770 cm, 1783 kg, 6,1 kW	189	128	114	121	123
Voilier 34 m ² , 860 cm, 2796 kg, 10,1 kW	239	160	130	193	157
Voilier 40 m ² , 940 cm, 3464 kg, 12,5 kW	270	206	168	241	181
Voilier 60 m ² , 1100 cm, 5356 kg, 22,2 kW	390	286	208	401	253
Bateaux à moteur < 6 kW, 480 cm	60	78	60	39	65
Bateaux à moteur 31 kW, 570 cm	351	298	184	273	183
Bateaux à moteur 89 kW, 680 cm	1097	762	412	786	433
Bateaux à moteur 171 kW, 730 cm	2259	1661	770	1666	771
Bateaux à moteur 229 kW, 830 cm	3326	2299	1006	2304	1139

Chiffre 1

Les informations nécessaires et comparaisons détaillées sont disponibles dans les tableaux ci-dessus. En sus, une simulation de l'impact de la mesure visant à encourager le remplacement de moteurs thermiques de faible puissance par des moteurs électriques ou à hydrogène d'une puissance maximale de 2,5 kW est présentée.

Bateaux à moteur thermique jusqu'à 6 kW	Effectif	Cumul impôts en KCHF avec 3 variantes de taux de remplacement thermique – électrique/hydrogène		
Taux de remplacement		0 %	25 %	50 %
Lac de la Gruyère	726	62	53	45
Lac de Schiffenen	387	33	29	24
Autres plans d'eau	820	63	54	45
TOTAL	1933	158	136	114

Chiffre 2

Un forfait de base est prévu pour les bateaux à marchandises et les bateaux pousseurs. L'imposition progressive est réalisée uniquement par le biais de la puissance du moteur. Celle-ci est fortement corrélée à la capacité de transport. En l'état, aucun bateau de ce genre n'est actuellement immatriculé dans le canton.

Chiffre 3

Seize plaques professionnelles sont en circulation. L'impôt actuel de 121 francs est relevé à 400 francs. Cette majoration est justifiée car ce type d'immatriculation permet également l'usage de bateaux de plaisance avec des puissances élevées. Il s'agit d'assurer une équité vis-à-vis des immatriculations ordinaires selon chiffre 1. Quatorze détenteurs sont concernés.

Chiffre 4

Quatorze bateaux sont utilisés par sept pêcheurs professionnels. L'impôt actuel consiste en un forfait de 48 fr. 50, soit un total de 679 francs ; l'imposition ordinaire hors forfait se monterait à 7 809 fr. 50. Selon le projet, la masse fiscale brute s'élèverait à 6'513 francs, soit 3 256 fr. 50 après déduction de la réduction de 50 % prévue. Cette nouvelle règle est plus judicieuse car elle incite à n'immatriculer que les puissances nécessaires et donne également l'opportunité de bénéficier, en sus, des réductions prévues pour les moteurs électriques ou à hydrogène.

5 Conséquences du projet

5.1 Conséquences financières

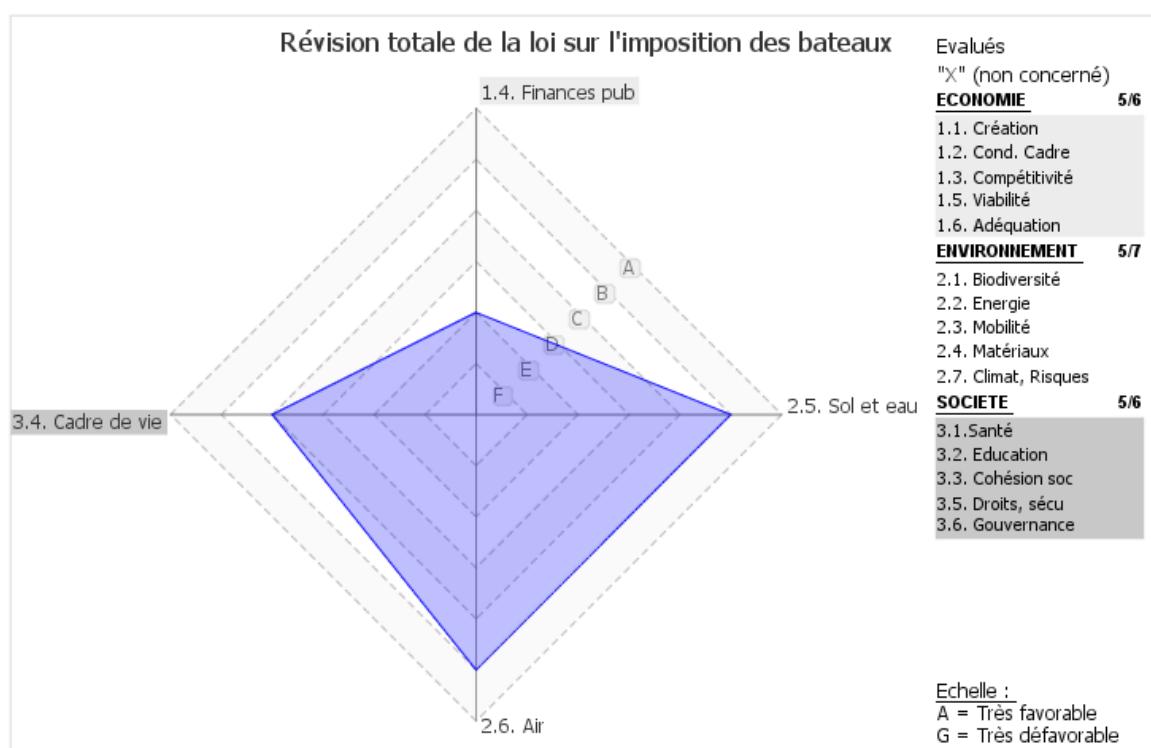
Dès son entrée en vigueur le nouveau système d'imposition induit une diminution de la masse fiscale estimée à 0,5 million/an. A moyen et long terme, les réductions ou exonérations prévues pour les moteurs électriques ou à hydrogène conduiront à des diminutions complémentaires de quelques dizaines de milliers de francs. Le remplacement de moteurs thermiques par des moteurs électriques ou à hydrogène concernera surtout les faibles puissances. L'offre de bateaux électriques puissants est pour le moment inexistante. Le présent projet de loi n'a pas d'impact sur les finances communales.

5.2 Incidences sur la répartition des tâches Etat-communes et conformité au droit supérieur et évaluation de la durabilité du projet

Le projet n'aura pas de conséquences sur le plan de la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

Le projet est compatible avec le droit de rang supérieur, soit le droit européen, le droit fédéral ainsi que la Constitution cantonale.

L'examen de la durabilité effectué pour le projet de révision sur les critères pertinents de l'évaluation amène à un résultat favorable du projet de révision.



Loi sur l'imposition des bateaux (LIBat)

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **635.4.2**

Modifié(s): –

Abrogé(s): 635.4.2

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 102 al. 2 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu l'article 61 de la loi fédérale du 3 octobre 1975 sur la navigation intérieure (LNI);

Vu le message 2021-DSJ-173 du Conseil d'Etat du 10 janvier 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1 Objet et champ d'application

¹ La présente loi règle l'imposition des bateaux qui doivent être munis de signes distinctifs fribourgeois ou des bateaux qui ont leur lieu de stationnement dans un autre canton et qui sont utilisés pendant plus d'un mois sur le territoire fribourgeois au sens de la législation fédérale sur la navigation.

Art. 2 Droit d'imposition

¹ L'Etat perçoit un impôt sur les bateaux conformément à la présente loi.

Art. 3 Autorité compétente

¹ L'Office de la circulation et de la navigation (ci-après: l'Office) est compétent pour déterminer la catégorie dans laquelle chaque bateau doit être classé pour son imposition.

² Il est chargé de percevoir l'impôt.

Art. 4 Assujettissement

¹ L'impôt est dû par la personne détentrice du bateau concerné.

Art. 5 Bateaux non-imposables

¹ Ne sont pas imposables:

- a) les bateaux de la Confédération et les bateaux au bénéfice d'une concession;
- b) les bateaux utilisés exclusivement pour le service de sauvetage;
- c) les bateaux appartenant à l'Etat, à l'exception de ceux appartenant aux établissements dotés de la personnalité juridique.

Art. 6 Base d'imposition

¹ L'impôt est défini par la longueur du bateau et la puissance du ou des moteurs ou selon un forfait. Les valeurs issues du permis de navigation sont déterminantes.

² Lorsque plusieurs moteurs sont inscrits dans le permis de navigation, chaque moteur est imposé selon sa puissance. Une fraction de kW supérieure à 0,5 est arrondie au kW supérieur.

³ La base d'imposition est définie dans l'Annexe 1.

Art. 7 Réductions et exonérations

- ¹ Les moteurs électriques ou à hydrogène d'une puissance supérieure à 2,5 kW bénéficient d'une réduction de 30 %.
- ² Les moteurs électriques ou à hydrogène d'une puissance maximale de 2,5 kW sont exonérés.

Art. 8 Taxation

- ¹ Le montant de l'impôt est fixé pour chaque genre de bateaux selon les catégories déterminées et le barème fixé à l'Annexe 1 de la présente loi.
- ² La classification des genres de bateaux est déterminée conformément à la législation fédérale.
- ³ La personne détentrice du bateau a l'obligation d'annoncer à l'Office, dans un délai de 14 jours, toute circonstance pouvant influer l'imposition en vertu de la présente loi.

Art. 9 Période d'imposition et mode de paiement

- ¹ L'impôt est dû pour la période du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante.
- ² La moitié de l'impôt est due si la mise en circulation a lieu après le 31 juillet ou si le retrait de la circulation intervient avant le 1^{er} juillet.
- ³ L'impôt est payable en une fois le 1^{er} avril ou lors de la délivrance du permis de navigation.

Art. 10 Non-paiement de l'impôt

- ¹ Lorsque l'impôt n'a pas été payé dans le délai fixé par l'Office, ce dernier prononce, après un rappel, le retrait du permis de navigation.
- ² Si la situation n'est pas régularisée dans le délai imparti par la décision de retrait, la police procède à la saisie du permis de navigation.

Art. 11 Prescription

- ¹ Le droit d'imposer un bateau stationné dans le canton se prescrit par cinq ans après la fin de la période d'imposition.
- ² La créance d'impôt de l'Etat contre la personne détentrice, de même que la créance de la personne détentrice liée au remboursement des impôts payés en trop, se prescrit par cinq ans dès la fin de l'année au cours de laquelle est née la créance fiscale ou la créance de remboursement.

Art. 12 Changement de domicile ou de lieu de stationnement

- ¹ La personne détentrice du bateau doit annoncer à l'Office, dans un délai de 14 jours, tout changement de domicile ou de lieu de stationnement.

Art. 13 Adaptation du tarif

- ¹ Le Grand Conseil peut adapter le tarif à l'indice moyen annuel des prix à la consommation, pour autant que cet indice varie d'au moins 5 %.
- ² L'adaptation entre en vigueur au plus tôt le 1^{er} avril qui suit l'année au cours de laquelle l'indice a atteint un niveau suffisant pour justifier une adaptation.

Art. 14 Voies de droit

- ¹ Les décisions fixant l'impôt sont sujettes à réclamation dans les trente jours auprès de l'Office.
- ² La décision sur réclamation peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal.

Art. 15 Dispositions pénales

¹ Les personnes contrevenant aux dispositions de la présente loi sont passibles d'une amende de 50 à 1000 francs prononcée par le préfet ou la préfète conformément à la loi sur la justice.

² Les procédures de recours sont régies par le Code de procédure pénale suisse.

A1 ANNEXE 1 – Tarif des impôts sur les bateaux (art. 6)

Art. A1-1

¹ L'impôt annuel est le suivant:

1. Bateaux à moteur, à voile, à rames, à passagers, engins flottants
 - a) jusqu'à 4 mètres de long: Fr. 20
 - b) jusqu'à 5 mètres de long: Fr. 30
 - c) jusqu'à 7 mètres de long: Fr. 50
 - d) jusqu'à 9 mètres de long: Fr. 80
 - e) au-delà de 9 mètres de long: Fr. 110
 - f) supplément de 1 à 100 kW de puissance du moteur, par kW: Fr. 8
 - g) par kW supplémentaire: Fr. 11
2. Bateaux à marchandises, bateaux pousseurs
 - a) forfait de base: Fr. 200
 - b) supplément de 1 à 100 kW de puissance du moteur, par kW: Fr. 8
 - c) par kW supplémentaire: Fr. 11

- | | |
|--|---------|
| 3. Plaques professionnelles: | Fr. 400 |
| 4. Bateaux de pêcheurs professionnels: réduction tarifaire de 50 % | |

Art. A1-2 Les montants ci-dessus correspondent à un indice des prix à la consommation de 104.6 points (base décembre 2020 = 100 pts).

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

L'acte RSF [635.4.2](#) (Loi sur l'imposition des bateaux, du 25.09.1974) est abrogé.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.



Botschaft 2021-DSJ-173

10. Januar 2023

Entwurf des Gesetzes über die Besteuerung der Schiffe (SStG)

Inhaltsverzeichnis

1 Ausgangslage und Notwendigkeit des Entwurfs	2
1.1 Motion «Für eine kohärente und nachhaltige Schiffsbesteuerung» (2021-GC-40)	2
1.2 Grundsatz der Totalrevision	2
2 Revision der Besteuerung	2
2.1 Allgemeines	2
2.2 Erste Säule: Grundsteuer	2
2.3 Zweite Säule: Nachhaltigkeit	3
3 Ergebnisse der Vernehmlassung	3
4 Kommentar zu den einzelnen Artikeln	4
5 Auswirkungen des Entwurfs	8
5.1 Finanzielle Auswirkungen	8
5.2 Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung Staat-Gemeinden, Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht und Evaluation der Projektnachhaltigkeit	8

1 Ausgangslage und Notwendigkeit des Entwurfs

1.1 Motion «Für eine kohärente und nachhaltige Schiffsbesteuerung» (2021-GC-40)

Die Besteuerung der Schiffe richtet sich nach dem Gesetz vom 25. September 1974 betreffend die Besteuerung der Schiffe (SGF 635.4.2).

Mit einer am 2. Februar 2021 eingereichten und gleichentags begründeten Motion beantragten die Grossräte Eric Collomb und Hubert Dafflon eine Überarbeitung der Kriterien für die Besteuerung der Schiffe¹. Verlangt wird ein Besteuerungssystem, das auf zwei Säulen beruht: einer Grundgebühr und einer Umweltsteuer. Gewünscht wird ausserdem, dass der aktuelle Steuerertrag zugunsten von umweltverträglichen Antriebsarten und Schiffen reduziert wird, weil diese nach Ansicht der Motionsurheber im nationalen Vergleich viel zu stark besteuert werden.

In seiner Antwort vom 28. Juni 2021, schlug der Staatsrat eine Aufteilung der Motion vor: Er empfahl, den Teil über eine neue kohärente und nachhaltige Besteuerung mit zwei Säulen anzunehmen und den Teil über eine Reduktion des Steuerertrags abzulehnen. Am 9. September 2021 lehnte der Grosse Rat die Aufteilung ab und nahm die Motion an. Ziel der Motion ist eine Besteuerung, die kohärent ist, indem sie alle Schiffhalterinnen und Schiffhalter betrifft, und gleichzeitig nachhaltig, indem sie die Kriterien Energieverbrauch und Umweltbelastung separat berücksichtigt.

1.2 Grundsatz der Totalrevision

Da das aktuelle Gesetz über 50 Jahre alt ist, wird eine Totalrevision vorgeschlagen, um seine Klarheit und Kohärenz sicherzustellen.

2 Revision der Besteuerung

2.1 Allgemeines

Das aktuelle Besteuerungssystem ist relativ komplex. Progressive Tarife werden mit verschiedenen Merkmalen wie Gewicht, Segelfläche oder Gesamtgewicht kombiniert. Es gibt keinen Anreiz für umweltverträgliche Antriebsarten. Überdies werden Schiffe mit hoher Motorleistung verglichen mit den Nachbarkantonen stark besteuert.

Nun sollen das Besteuerungssystem vereinfacht und Anreize für umweltverträgliche Antriebsarten geschaffen werden.

Für die Vergnügungsschiffe wird eine progressive Grundsteuer nach Schiffslänge und eine progressive Steuer nach der Leistung des oder der Motoren vorgeschlagen. Dieses System wird bereits in anderen Kantonen erfolgreich angewandt (BE, VS, LU, NW).

Für Elektromotoren und Wasserstoffmotoren ist eine Steuerreduktion vorgesehen. Ausserdem sollen diese Antriebsarten bei schwacher Motorleistung von der Steuer befreit werden.

Zudem wird die Steuerlast mit einer Reduktion des Steuerertrags von 2,5 auf 2 Millionen Franken gesenkt.

2.2 Erste Säule: Grundsteuer

Es ist eine progressive Steuer vorgesehen, die sich nach der Länge des Schiffes richtet. Dieser Grundsatz ist zweckmässig und für die Bevölkerung verständlich, wird doch die Schiffslänge auf dem Schiffsausweis ausgewiesen. Er lässt sich zudem auf die Mehrheit der Schiffe anwenden.

¹ Motion 2021-GC-40 Collomb Eric, Dafflon Hubert, Für eine kohärente und nachhaltige Schiffsbesteuerung

Für besondere Schiffarten ist eine andere Grundsteuerform vorgesehen, von der nur einige Dutzend Schiffe betroffen sind. Sie wird in den Erläuterungen zu Anhang 1 SStG – Schiffssteuertarif – ausführlich beschrieben.

2.3 Zweite Säule: Nachhaltigkeit

Mit diesem Pfeiler wird die Energiestrategie 2050 des Bundes umgesetzt und der Wille des Kantons Freiburg zur Förderung sauberer Treibstoffe verankert. Wenn ein Schiff über einen Motor verfügt, so erfolgt die Besteuerung progressiv nach der Leistung des Motors oder der Motoren. Eine höhere Motorleistung verursacht automatisch einen höheren Energieverbrauch und mehr Emissionen. Der Einheitspreis pro kW ist abgestuft: 8 Franken bis 100 kW und 11 Franken pro zusätzliche kW. Mit dieser Massnahme soll die Immatrikulation von leistungsstarken Vergnügungsschiffen gebremst werden, da diese unter anderem mehr Lärmimmissionen verursachen. Im Übrigen steht die Motorleistung häufig in Zusammenhang mit der Steuerkraft der Schiffhalterin oder des Schiffhalters.

Für Elektromotoren und Wasserstoffmotoren wird eine Steuerreduktion von 30 % gewährt. Um den Ersatz von leistungsschwachen Verbrennungsmotoren (u. a. Hilfsmotoren von Segelbooten oder Motoren, die auf dem Greyerzer- und Schiffenensee verwendet werden) zu fördern, sollen alle Elektro- und Wasserstoffmotoren mit einer Leistung bis 2,5 kW von der Steuer befreit werden.

Anders als bei Hybridfahrzeugen wird bei Schiffen ein allfälliger Hybridantrieb zusammen mit den Eigenschaften der einzelnen Motoren auf dem Schiffsausweis ausgewiesen. Verfügt ein Schiff sowohl über einen Verbrennungsmotor als auch über einen Elektro- oder Wasserstoffmotor, so wird die Steuer für jeden Motor einzeln berechnet. Zur Erinnerung: Für Schiffsmotoren gibt es keine Energieetikette.

3 Ergebnisse der Vernehmlassung

Das externe Vernehmlassungsverfahren dauerte von 4. Juli 2022 bis 15. Oktober 2022 und richtete sich an zahlreiche Empfängerinnen und Empfänger, die von der Revision direkt betroffen sind, wie etwa die Gemeinden mit einem Hafen, den Verband der Motorboot- und Segellehrer der Romandie (Amobateau), den Westschweizer Berufsfischerverband sowie an verschiedene Lebensrettungsgesellschaften und Segelclubs. Im Übrigen wurden alle Direktionen und deren besonders betroffene Ämter angehört.

Allgemein wurde der Vorentwurf von der Mehrheit der angehörten Stellen mit Begeisterung aufgenommen. Sie begrüssten insbesondere die Absicht des Gesetzgebers, umweltverträgliche Antriebsarten zu fördern und bei der Tarifgestaltung nachhaltigere Kriterien zu berücksichtigen, wie es in der Motion 2021-GC-40 gewünscht worden war.

Manche Stellen schlugen jedoch vor, einen Teil der Steuer so wie bei der Motorfahrzeugsteuer den Gemeinden rückzuvergüteten, weil dies wesentlich zur Finanzierung des Uferunterhalts und des Hochwasserschutzes und zur Instandhaltung der Infrastruktur beitragen würde. Hierzu ist anzumerken, dass das System der Rückvergütung an die Gemeinden und der entsprechende Prozentsatz (20 %) im Gesetz über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger vom 11. Februar 2021 (BMfzAG; SGF 635.1) vorerst beibehalten wurde. Die Gemeinden, die über einen Hafen verfügen, profitieren aber bereits von Einnahmen aus der Vergabe einer Betriebskonzession oder aus der Erhebung einmaliger oder wiederkehrender Anlegegebühren. Demnach ist eine Rückvergütung nicht gerechtfertigt.

Einige Stellen wiesen auf die grossen kantonalen Steuerunterschiede hin und auf die Tatsache, dass die Freiburger Steuer weiterhin deutlich über dem Schweizer Durchschnitt und der Steuer der Nachbarkantone liege. Sie befürchten deshalb, dass Schiffhalterinnen und Schiffhalter in andere Kantone ausweichen könnten, was sie allerdings damit relativieren, dass Anlegeplätze relativ rar seien. Die in der Antwort auf die Motion 2020-GC-162 präsentierte Entwicklung der Bestände und Steuereinnahmen von 2005 bis 2020 zeigt jedoch, dass die Angst vor einem Exodus unbegründet ist.

Da es für die Berufsfischerinnen und Berufsfischer momentan schwierig ist, die Rentabilität ihrer Unternehmen zu gewährleisten, sind einige Stellen der Ansicht, dass eine Anpassung ihrer Besteuerung nicht nötig sei, und wünschen sich für sie einen Sonderstatus oder die Übernahme des Status Quo. Der Entwurf sieht jedoch für Berufsfischerinnen und Berufsfischer eine Tarifreduktion um 50 % vor.

Die Berücksichtigung von Wasserstoff als Treibstoff wurde ebenfalls gelobt. Allerdings wird vorgeschlagen, die Tür auch für zukünftige andere umweltverträgliche Treibstoffe offen zu halten. Diese werden jedoch im SStG nicht berücksichtigt, weil Anreize für Treibstoffe mit optimiertem Umwelprofil vom Bund unterstützt werden. So profitieren Biotreibstoffe wie Biogas, Bioethanol, Biodiesel sowie pflanzliche und tierische Öle derzeit von einer vollumfänglichen Steuerbefreiung.

Die Struktur des Gesetzesentwurfs wurde nicht geändert und es wurden im Wesentlichen formale Änderungen vorgenommen.

4 Kommentar zu den einzelnen Artikeln

Artikel 1

Diese Bestimmung enthält den Zweck und den Geltungsbereich des vorliegenden Gesetzesentwurfs. Sie führt Artikel 1 des Gesetzes vom 25. September 1974 betreffend die Besteuerung der Schiffe (SGF 635.4.2, nachfolgend: aktuelles Gesetz) näher aus. Welche Schiffe in unserem Kanton besteuert werden, bestimmt das Bundesrecht (Art. 61 des Bundesgesetz über die Binnenschifffahrt BSG; SR 747.201). Die Absätze 2 und 3 von Artikel 61 BSG schliessen eine Doppelbesteuerung aus und regeln die Einzelheiten der Rückerstattung zu viel erhobener Steuern.

Beispiel: Ein Aargauer Schiffhalter benützt sein im Aargau immatrikulierte Schiff auf einem Freiburg Gewässer: Wenn er länger als 30 Tage bleibt, muss er das Schiff im Kanton Freiburg immatrikulieren. Die Steuer wird ab dem ersten Tag des Monats geschuldet. Wenn er in den Kanton Aargau zurückkehrt, wird die Freiburger Steuer ab dem Tag zurückerstattet, an dem der Freiburger Schiffsausweis annulliert wurde.

Artikel 2

Diese Bestimmung übernimmt im Wesentlichen den ersten Artikel des aktuellen Gesetzes.

Artikel 3

Mit diesem Artikel wird die zuständige Behörde, d. h. das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt (ASS), festgelegt. Das ASS erfüllt alle Aufgaben, die ihm das Gesetz über das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt (ASSG; SGF 122.23.7) überträgt.

Absatz 1 sieht vor, dass das ASS dafür zuständig ist, die Steuerkategorie der einzelnen Schiffe festzulegen. Absatz 2 sieht vor, dass es den Auftrag hat, die Steuer zu erheben.

Artikel 4

Diese Bestimmung übernimmt den aktuellen Artikel 2, wobei der Eigentümer nicht mehr erwähnt wird. Die Steuer wird nur von der schiffhaltenden Person, d. h. von der Person, die auf dem Schiffsausweis aufgeführt ist, geschuldet. Dies ist faktisch bereits heute der Fall.

Artikel 5

Dieser Artikel führt aus, welche öffentlichen Unternehmen und Einrichtungen und welche Schiffe mit besonderer Nutzung von einer Steuerbefreiung profitieren.

Buchstabe a stützt sich auf Artikel 61 Abs. 5 BSG.

Buchstabe b übernimmt Ziffer 8 aus dem Tarif des aktuellen Gesetzes.

Buchstabe c sieht vor, dass Schiffe im Besitz des Staates mit Ausnahme von Schiffen, die Anstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit gehören, steuerbefreit sind. Dies entspricht der heutigen Praxis. Steuerbefreit sind 14 Schiffe. Diese «historische» Praxis, die seit vielen Jahren gilt, wird in den Entwurf aufgenommen.

Artikel 6

Diese Bestimmung ist, gekoppelt mit Artikel 7, das Kernstück bei der Umsetzung der Motion. Die progressiven Tarife nach Schiffslänge und die verschiedenen Pauschalen werden in Anhang 1 – Schiffssteuertarif – festgesetzt.

Absatz 2 führt aus, dass jeder Motor einzeln besteuert wird, wenn im Schiffsausweis mehrere Motoren eingetragen sind. Der Entwurf regelt die Berechnung der Steuer für die einzelnen Motoren. Momentan wird die Steuer bei mehreren Motoren nach der Gesamtmotorleistung berechnet. Heute ist eine Einzelbesteuerung angezeigt, weil hybride Antriebe (Verbrennungs- und Elektromotoren) zunehmen werden.

Artikel 7

Die Bestimmung mit der Überschrift «Steuerreduktion und Steuerbefreiung» setzt die zweite Säule des neuen Schiffsbesteuerungssystems um.

Absatz 1 legt eine Steuerreduktion von 30 % für Elektro- und Wasserstoffmotoren mit einer Leistung über 2,5 kW fest. Es handelt sich um denselben Prozentsatz wie in Artikel 11 Abs. 2 des Gesetzes vom 11. Februar 2021 über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (BMfzAG; SGF 635.1).

Absatz 2 sieht vor, dass Elektro- und Wasserstoffmotoren mit einer Leistung von höchstens 2,5 kW steuerbefreit sind.

Dieses auf Steuerreduktionen basierende System wird von schiffhaltenden Personen viel besser aufgenommen als ein Sanktionierungssystem.

Artikel 8

Diese Bestimmung regelt die Besteuerungsmodalitäten. Absatz 1 bestimmt, dass der Steuerbetrag für jede Schiffart nach den Kategorien und der Skala in Anhang 1 dieses Gesetzesentwurfs festgelegt wird. Der Anhang sieht vier Kategorien vor. Absatz 2 führt aus, dass sich die Einteilung der Schiffskategorien nach der Bundesgesetzgebung (Binnenschifffahrtsverordnung BSV; SR 747.201.1) richtet. In Absatz 3 wird Artikel 9 des aktuellen Gesetzes übernommen, wobei der schiffhaltenden Person eine Meldefrist von 14 Tagen gesetzt wird.

Artikel 9

In dieser Bestimmung werden die Artikel 3 und 5 des aktuellen Gesetzes übernommen. Die Hälfte der Steuer wird als neuer Begriff eingeführt, zum Beispiel für Fälle, in denen ein Schiff während der Saison wegen einer grösseren Reparatur oder eines Kaufs/Verkaufs oder auch wegen eines Todesfalls aus dem Verkehr genommen wird. In solchen Fällen ist der Grundsatz der unteilbaren Jahressteuer ungerecht und wird von den Beteiligten nicht akzeptiert.

Artikel 10

Momentan besagt Artikel 6, dass die Betriebsbewilligung, d. h. der Schiffsausweis bei Nichtbezahlung des geschuldeten Betrags entzogen und die Kontrollnummer annulliert wird. Im Entwurf werden nun das entsprechende Vorgehen und die Fristen hinzugefügt. Sie entsprechen den Bestimmungen von Artikel 14 BMfzAG. Das Amt stellt im Februar eine Rechnung aus, die bis 1. April zahlbar ist. Bei Nichtbezahlung erfolgt eine Erinnerung mit einer Zahlungsfrist von 30 Tagen. Wenn eine Reaktion ausbleibt, wird ein Entscheid verfasst, in dem die schiffhaltende Person aufgefordert wird, die Angelegenheit zu regeln. Andernfalls wird der Entzug des Schiffsausweises verfügt. Wenn nötig gibt das Amt der Polizei den Auftrag, den Schiffsausweis abzunehmen.

Artikel 11

Mit dieser Bestimmung wird Artikel 7 des aktuellen Gesetzes übernommen.

Artikel 12

Mit dieser Bestimmung wird Artikel 8 des aktuellen Gesetzes übernommen.

Artikel 13

Mit dieser Bestimmung wird Artikel 1bis des aktuellen Gesetzes übernommen. Der Schwellenwert wird von 10 % auf 5 % gesenkt und die entsprechende Kompetenz wird wie beim BMfzAG dem Grossen Rat erteilt.

Artikel 14

Angesichts der hohen Zahl der immatrikulierten Schiffe ist vorzusehen, dass die Steuer zuerst beim ASS angefochten werden muss, bevor eine Beschwerde beim Kantonsgericht eingereicht werden kann.

Artikel 15

Mit dieser Bestimmung wird Artikel 10 des aktuellen Gesetzes übernommen.

In Absatz 2 wird angefügt, dass sich Beschwerdeverfahren nach der Schweizerischen Strafprozessordnung (StPO; SR 312.0) richten. Genauer gesagt handelt es sich um Artikel 357 StPO, der besagt, dass die zur Verfolgung und Beurteilung von Übertretungen eingesetzten Verwaltungsbehörden die Befugnisse der Staatsanwaltschaft haben.

Anhang 1

Obwohl die Steuerlast für im Kanton Freiburg immatrikulierte Schiffe hoch ist, führt der aktuelle Tarif nicht zur Verlegung des Anlegeortes in Kantone mit attraktiveren Steuerbedingungen. Die Wahl des Anlegeortes richtet sich hauptsächlich nach anderen Kriterien: Verfügbarkeit von Anlegeplätzen, Attraktivität des Sees und der Region, in der das Boot angelegt ist, Entfernung vom Wohn- und/oder Arbeitsort.

Die nachfolgenden Angaben zu den Beständen und Steuerbeträgen beruhen auf dem Stand des Schiffsparks am 30. September 2021. Am 30. September 2022 umfasste der Schiffspark 5541 Einheiten. Diese Entwicklung erfordert keine Nachführung der Analysen und Tabellen.

Gesamtwirkung des Entwurfs nach Schiffskategorie

Tarif gemäss Ziffer im Anhang	Bestand	Kumulierte Steuern in KCHF		
		Aktuell	Entwurf	Diff.
Ziffer 1, Ruderboote und Pedalos	234	7	6	-1
Ziffer 1, Segelschiffe ohne Motor	478	15	16	1
Ziffer 1, Segelschiffe mit Motor *	1'351	266	195	-71
Ziffer 1, Vergnügungsschiffe mit Motor **	3'492	2'163	1'757	-406
Ziffer 1, Fahrgastschiffe	5	14	11	-3
Ziffer 1, schwimmende Geräte	8	2	4	2
Ziffer 2, Güterschiffe, Schubschiffe	0	0	0	0
Ziffer 3, Händlerschilder	16	2	6	4
Ziffer 4, Boote Berufsfischer/innen	14	1	3	2
TOTAL	5598	2470	1998	-472

Details zur Umweltsteuerreduktion bzw. -befreiung

111 Segelschiffe mit Motor * und 352 Vergnügungsschiffe mit Motor ** erhalten eine Reduktion von 30 % oder profitieren von der Steuerbefreiung ($\leq 2,5$ kW) für Elektro- und Wasserstoffmotoren. Die Steuerreduktionen um 30 % entsprechen insgesamt 324 Franken, bei der Steuerbefreiung sind es 2736 Franken.

Die derzeit immatrikulierten Elektromotoren haben eine sehr geringe Motorleistung: 366 Einheiten mit einer Leistung ≤ 1 kW; 69 Einheiten mit einer Leistung > 1 kW und $\leq 2,5$ kW und 28 Einheiten mit einer Leistung $> 2,5$ kW.

Tarifvergleich für verschiedene Standardtypen

Standardprofil und Merkmale (Durchschnittswerte)	Jahressteuertarif				
	FR aktuell	FR Entw.	BE	NE	VD
Ruderboot 410 cm	31	30	40	10	25
Segelboot < 15 m ² , 450 cm, ohne Motor	31	30	40	33	35
Segelboot < 15 m ² , 550 cm, 508 kg, 3,4 kW	60	74	72	33	75
Segelboot < 20 m ² , 670 cm, 790 kg, 3,9 kW	109	82	72	81	99
Segelboot < 25 m ² , 770 cm, 1783 kg, 6,1 kW	189	128	114	121	123
Segelboot < 34 m ² , 860 cm, 2796 kg, 10,1 kW	239	160	130	193	157
Segelboot < 40 m ² , 940 cm, 3464 kg, 12,5 kW	270	206	168	241	181
Segelboot < 60 m ² , 1100 cm, 5356 kg, 22,2 kW	390	286	208	401	253
Motorboot < 6 kW, 480 cm	60	78	60	39	65
Motorboot 31 kW, 570 cm	351	298	184	273	183
Motorboot 89 kW, 680 cm	1097	762	412	786	433
Motorboot 171 kW, 730 cm	2259	1661	770	1666	771
Motorboot 229 kW, 830 cm	3326	2299	1006	2304	1139

Ziffer 1

Die obenstehenden Tabellen enthalten alle nötigen Informationen und detaillierte Vergleiche. Nachfolgend werden die Auswirkungen der Massnahme zur Förderung des Ersatzes von leistungsschwachen Verbrennungsmotoren durch Elektro- und Wasserstoffmotoren mit einer Leistung bis 2,5 kW simuliert.

Schiff mit Verbrennungsmotor bis 6 kW	Bestand	Steuersumme in KCHF mit 3 verschiedenen Prozentsätzen für den Ersatz Verbrennungsmotor – Elektro- /Wasserstoffmotor	0 %	25 %	50 %
Prozentsatz			0 %	25 %	50 %
Greyerzersee	726		62	53	45
Schiffenensee	387		33	29	24
Andere Gewässer	820		63	54	45
TOTAL	1933	158	136	114	

Ziffer 2

Für Güterschiffe und Schubschiffe ist ein Pauschalbetrag vorgesehen. Die progressive Besteuerung kommt nur bei der Motorleistung zum Einsatz. Die Leistung hängt stark von der Transportkapazität ab. Momentan ist in unserem Kanton kein solches Schiff immatrikuliert.

Ziffer 3

Aktuell sind 16 Händlerschilder in Gebrauch. Die aktuelle Steuer wird von 121 Franken auf 400 Franken angehoben. Die Erhöhung ist gerechtfertigt, da bei dieser Immatrikulation auch die Nutzung von Vergnügungsschiffen mit leistungsstarkem Antrieb erlaubt ist. Auf diese Weise soll eine rechtsgleiche Behandlung im Vergleich mit den gewöhnlichen Immatrikulationen nach Ziffer 1 erreicht werden. Betroffen sind 14 Schiffhalterinnen und Schiffhalter.

Ziffer 4

Derzeit nutzen sieben Berufsfischer insgesamt 14 Schiffe. Die aktuelle Steuer besteht aus einer Pauschale von Fr. 48.50, was einen Gesamtbetrag von 679 Franken ergibt. Eine ordentliche Besteuerung ohne Pauschale würde einen Gesamtbetrag von Fr. 7809 ergeben. Mit dem Entwurf würde der Bruttosteuerertrag 6513 Franken betragen, nach Abzug der geplanten Reduktion von 50 % wären es Fr. 3256.50. Die neue Regelung ist sinnvoller, denn sie regt

dazu an, nur die tatsächlich benötigte Motorleistung zu immatrikulieren und bietet außerdem die Möglichkeit, von den vorgesehenen Reduktionen für Elektro- und Wasserstoffmotoren zu profitieren.

5 Auswirkungen des Entwurfs

5.1 Finanzielle Auswirkungen

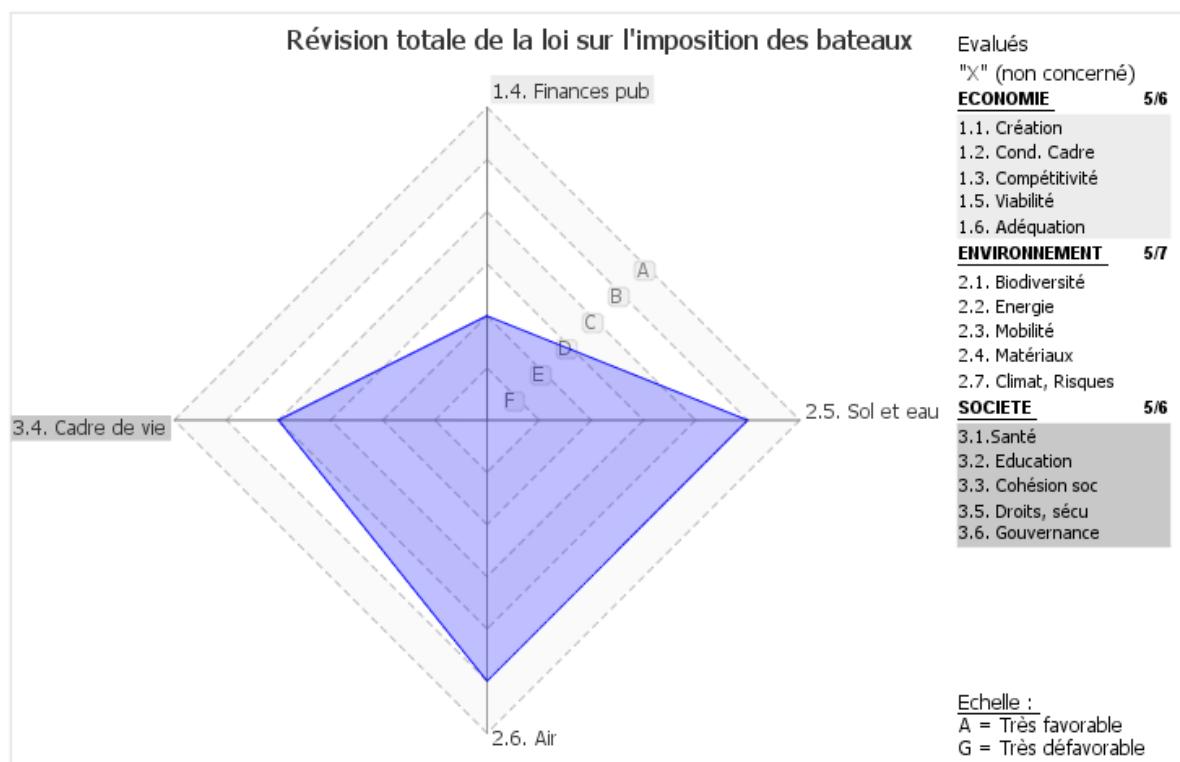
Das neue Besteuerungssystem führt ab seinem Inkrafttreten zu einem Rückgang des Steuerertrags um schätzungsweise 0,5 Millionen pro Jahr. Die vorgesehenen Steuerreduktionen bzw. die Steuerbefreiung von Elektro- und Wasserstoffmotoren wird mittel- und langfristig einen zusätzlichen Rückgang um einige Zehntausend Franken zur Folge haben. Der Ersatz von Verbrennungsmotoren durch Elektro- oder Wasserstoffmotoren wird in erster Linie leistungsschwache Motoren betreffen. Zurzeit gibt es keine leistungsstarken Elektroschiffe auf dem Markt. Der Gesetzesentwurf hat keinen Einfluss auf die Gemeindefinanzen.

5.2 Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung Staat-Gemeinden, Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht und Evaluation der Projektnachhaltigkeit

Der Entwurf hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

Der Entwurf steht im Einklang mit übergeordnetem Recht, d. h. mit europäischem Recht, mit Bundesrecht und mit der Kantonsverfassung.

Die Prüfung der Nachhaltigkeit des Revisionsentwurfs ergibt für die entscheidenden Evaluationskriterien ein vorteilhaftes Ergebnis.



Gesetz über die Besteuerung der Schiffe (SStG)

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: **635.4.2**
Geändert: –
Aufgehoben: 635.4.2

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 102 Abs. 2 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf Artikel 61 des Bundesgesetzes vom 3. Oktober 1975 über die Binnenschifffahrt (BSG);

nach Einsicht in die Botschaft 2021-DSJ-173 des Staatsrats vom 10. Januar 2023;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1 Gegenstand und Geltungsbereich

¹ In diesem Gesetz wird die Besteuerung der Schiffe, die über Freiburger Kennzeichen verfügen müssen, und der Schiffe, deren Anlegeort in einem anderen Kanton liegt und die mehr als einen Monat auf dem

Gebiet des Kantons Freiburg benutzt werden, im Sinne der Bundesgesetzgebung über die Binnenschifffahrt geregelt.

Art. 2 Steuerbefugnis

¹ Der Staat erhebt gemäss diesem Gesetz eine Steuer auf Schiffen.

Art. 3 Zuständige Behörde

¹ Das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt (das Amt) ist dafür zuständig, die Steuerkategorie der einzelnen Schiffe festzulegen.

² Es hat den Auftrag, die Steuer zu erheben.

Art. 4 Steuerpflicht

¹ Die Steuer wird von der Person geschuldet, die das betreffende Schiff hält.

Art. 5 Nicht steuerbare Schiffe

¹ Nicht steuerbar sind:

- a) Schiffe des Bundes und Schiffe mit einer Konzession;
- b) Schiffe, die ausschliesslich für den Rettungsdienst eingesetzt werden;
- c) Schiffe im Besitz des Staates mit Ausnahme von Schiffen, die Anstalten mit eigener Rechtspersönlichkeit gehören.

Art. 6 Besteuerungsgrundlage

¹ Die Steuer wird von der Länge des Schiffes und von der Leistung des oder der Motoren oder pauschal bestimmt. Ausschlaggebend sind die im Schiffsausweis eingetragenen Werte.

² Sind im Schiffsausweis mehrere Motoren eingetragen, so wird jeder Motor nach seiner Leistung besteuert. Ein kW-Bruchteil über 0,5 wird auf das nächste kW aufgerundet.

³ Die Besteuerungsgrundlage wird in Anhang 1 festgelegt.

Art. 7 Steuerreduktion und Steuerbefreiung

¹ Für Elektro- und Wasserstoffmotoren mit einer Leistung über 2,5 kW wird eine Steuerreduktion von 30 % gewährt.

² Elektro- und Wasserstoffmotoren mit einer Leistung von höchstens 2,5 kW sind von der Steuer befreit.

Art. 8 Veranlagung

¹ Der Steuerbetrag wird für jede Schiffskategorie entsprechend den Kategorien und der Skala in Anhang 1 dieses Gesetzes festgelegt.

² Die Klassierung der Schiffskategorien erfolgt gemäss Bundesgesetzgebung.

³ Die Schiffhalterinnen und Schiffhalter sind verpflichtet, dem Amt jeden Umstand, der ihre Besteuerung nach diesem Gesetz beeinflussen könnte, innert 14 Tagen zu melden.

Art. 9 Steuerperiode und Zahlungsart

¹ Die Steuer wird für die Zeit von 1. April bis 31. März des Folgejahres geschuldet.

² Wird ein Schiff nach dem 31. Juli in Verkehr gesetzt oder vor dem 1. Juli aus dem Verkehr genommen, so wird die halbe Steuer geschuldet.

³ Die gesamte Steuer ist am 1. April oder bei der Aushändigung des Schiffsausweises zu bezahlen.

Art. 10 Nichtbezahlung der Steuer

¹ Wurde die Steuer nicht innert der vom Amt angesetzten Frist bezahlt, so verfügt dieses nach einer Mahnung den Entzug des Schiffsausweises.

² Wird die Angelegenheit nicht innert der im Entzugsentscheid gewährten Frist geregelt, so nimmt die Polizei den Schiffsausweis ab.

Art. 11 Verjährung

¹ Das Recht zur Besteuerung eines im Kanton angelegten Schiffes verjährt fünf Jahre nach Ablauf der Steuerperiode.

² Die Steuerforderung des Staates gegenüber einer Schiffhalterin oder einem Schiffhalter sowie das Recht einer Schiffhalterin oder eines Schiffhalters auf Rückerstattung zu viel bezahlter Steuern verjährt fünf Jahre nach Ende des Jahres, in dem die Steuerforderung oder das Recht auf Steuerrückerstattung entstanden sind.

Art. 12 Wohnsitz- oder Anlegeortswechsel

¹ Die Schiffhalterinnen und Schiffhalter müssen dem Amt Wohnsitzwechsel oder Wechsel des Schiffsanlegeortes innert 15 Tagen melden.

Art. 13 Anpassung des Tarifs

¹ Der Grosse Rat kann den Tarif dem durchschnittlichen Jahresindex der Konsumentenpreise anpassen, sofern sich der Index um mindestens 5 % verändert.

² Die Anpassung tritt frühestens am 1. April nach dem Jahr in Kraft, in dem der Index einen genügenden Stand für eine Anpassung erreicht.

Art. 14 Rechtsmittel

¹ Gegen Verfügungen, in denen die Steuer festgesetzt wird, kann innert dreissig Tagen beim Amt Einsprache erhoben werden.

² Einspracheentscheide sind mit Beschwerde an das Kantonsgericht anfechtbar.

Art. 15 Strafbestimmungen

¹ Wer den Bestimmungen dieses Gesetzes zuwiderhandelt, wird mit einer Busse von 50–1000 Franken bestraft; die Busse wird von der Oberamtsperson nach dem Justizgesetz ausgesprochen.

² Die Beschwerdeverfahren richten sich nach der Schweizerischen Strafprozessordnung.

A1 ANHANG 1 – Schiffssteuertarif (Art. 6)

Art. A1-1

¹ Die Jahressteuer beträgt:

1. Motorboote, Segelschiffe, Ruderboote, Fahrgastschiffe und schwimmende Geräte
 - a) bis 4 m Länge: Fr. 20
 - b) bis 5 m Länge: Fr. 30
 - c) bis 7 m Länge: Fr. 50
 - d) bis 9 m Länge: Fr. 80
 - e) über 9 m Länge: Fr. 110
 - f) Zuschlag pro kW von 1–100 kW Motorleistung: Fr. 8
 - g) pro zusätzliche kW: Fr. 11
2. Güterschiffe und Schubschiffe
 - a) Pauschalbetrag: Fr. 200
 - b) Zuschlag pro kW von 1–100 kW Motorleistung: Fr. 8
 - c) pro zusätzliche kW: Fr. 11

- | | | |
|----|---|---------|
| 3. | Händlerschilder: | Fr. 400 |
| 4. | Schiffe von Berufsfischerinnen/Berufsfischern: Steuerreduktion von 50 % | |

Art. A1-2 Die obenstehenden Beträge entsprechen dem Index der Konsumentenpreise beim Stand von 104.6 Punkten (Grundlage Dezember 2020 = 100 Punkte).

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Der Erlass SGF [635.4.2](#) (Gesetz betreffend die Besteuerung der Schiffe, vom 25.09.1974) wird aufgehoben.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

Annexe

GRAND CONSEIL

2021-DSJ-173

Projet de loi :**Projet de Modification de la loi sur l'imposition des bateaux (LIBat)***Proposition de la commission ordinaire CO-2023-003**Présidence : Dafflon Hubert**Membres : Brügger Adrian, Collomb Eric, Ghielmini Krayenbühl Paola, Jakob Christine, Michellod Savio, Rey Benoît, Senti Julia, Thévoz Ivan, Vial Pierre, Wüthrich Peter.***Entrée en matière**

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. A1-1 al. 1 ch. 1 let. f

¹ L'impôt annuel est le suivant:

1. Bateaux à moteur, à voile, à rames, à passagers, engins flottants
 - a) ...
 - ...
 - f) supplément de 1 à 100 50 kW de puissance du moteur, par kW:
 - g) ...

Fr. 8

Annexe

GROSSER RAT

2021-DSJ-173

Gesetzesentwurf:**Entwurf des Gesetzes über die Besteuerung der Schiffe (SStG)***Antrag der ordentlichen Kommission OK-2023-003**Präsidium: Dafflon Hubert**Mitglieder: Brügger Adrian, Collomb Eric, Ghielmini Krayenbühl Paola, Jakob Christine, Michellod Savio, Rey Benoît, Senti Julia, Thévoz Ivan, Vial Pierre, Wüthrich Peter.***Eintreten**

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. A1-1 Abs. 1 Ziff. 1 Bst. f

¹ Die Jahressteuer beträgt:

1. Motorboote, Segelschiffe, Ruderboote, Fahrgastschiffe und schwimmende Geräte
 - a) ...
 - ...
 - f) Zuschlag pro kW von 1 - 100 50 kW Motorleistung: Fr. 8
 - g) ...

Art. A1-1 al. 1 ch. 1 let. g

¹ L'impôt annuel est le suivant:

1. Bateaux à moteur, à voile, à rames, à passagers, engins flottants
 - a) ...
 - ...
 - g) par kW supplémentaire:

Fr. 44 14

Art. A1-1 Abs. 1 Ziff. 1 Bst. g

A3

¹ Die Jahressteuer beträgt:

1. Motorboote, Segelschiffe, Ruderboote, Fahrgastschiffe und schwimmende Geräte
 - a) ...
 - ...
 - g) pro zusätzliche kW:

Fr. 44 14

Art. A1-1 al. 1 ch. 4

¹ L'impôt annuel est le suivant:

1. ...
2. ...
3. ...
4. Bateaux de pêcheurs professionnels: ~~réduction tarifaire de 50 % seul le ch. 1 let. a à e est appliqué.~~

Art. A1-1 Abs. 1 Ziff. 4

A5

¹ Die Jahressteuer beträgt:

1. ...
2. ...
3. ...
4. Schiffe von Berufsfischerinnen/Berufsfischern: ~~Steuerreduktion von 50% zur Anwendung kommt ausschliesslich Ziff. 1 Bst. a bis e.~~

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention (unanimité), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (Einstimmigkeit) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Amendements

Art. 7

BIFFER

- ¹ ~~Les moteurs électriques ou à hydrogène d'une puissance supérieure à 2,5 kW bénéficient d'une réduction de 30 %.~~
- ² ~~Les moteurs électriques ou à hydrogène d'une puissance maximale de 2,5 kW sont exonérés.~~

Art. 7 al. 1

- ¹ Les moteurs électriques ou à hydrogène d'une puissance supérieure à 2,5 kW mais inférieure à 50 kW bénéficient d'une réduction de 30 %.
- ² Les moteurs électriques ou à hydrogène d'une puissance maximale de 2,5 kW sont exonérés.

Art. A1-1 al. 1 ch. 4

- ¹ L'impôt annuel est le suivant:
1. ...
 2. ...
 3. ...
- ~~4. Bateaux de pêcheurs professionnels: réduction tarifaire de 50 % BIFFER~~

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen:

Änderungsanträge

Art. 7

STREICHEN

- ¹ ~~Für Elektro- und Wasserstoffmotoren mit einer Leistung über 2,5 kW wird eine Steuerreduktion von 30 % gewährt.~~
- ² ~~Elektro- und Wasserstoffmotoren mit einer Leistung von höchstens 2,5 kW sind von der Steuer befreit.~~

Art. 7 Abs. 1

- ¹ Für Elektro- und Wasserstoffmotoren mit einer Leistung über 2,5 kW aber unter 50 kW wird eine Steuerreduktion von 30 % gewährt.
- ² Elektro- und Wasserstoffmotoren mit einer Leistung von höchstens 2,5 kW sind von der Steuer befreit.

Art. A1-1 Abs. 1 Ziff. 4

- ¹ Die Jahressteuer beträgt:
1. ...
 2. ...
 3. ...
- ~~4. Schiffe von Berufsfischerinnen/Berufsfischern: Steuerreduktion von 50%. STREICHEN~~

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A1, est acceptée par 10 voix contre 1 et 0 abstention.

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A1 mit 10 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltung.
A1

La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.	A2 CE	Antrag A2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltung.
La proposition A3, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 5 et 0 abstention.	A3 CE	Antrag A3 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 6 zu 5 Stimmen bei 0 Enthaltung.
La proposition A5, opposée à la proposition A4, est acceptée par 9 voix contre 2 et 0 abstention.	A5 A4	Antrag A5 obsiegt gegen Antrag A4 mit 9 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltung.
<u>Deuxième lecture</u>		<u>Zweite Lesung</u>
La proposition initiale du Conseil d'Etat et la proposition A6 obtiennent chacune 5 voix ; il y a 1 abstention. Le Président tranche en faveur de la proposition initiale du Conseil d'Etat		CE A6 Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats und Antrag A6 erhalten je 5 Stimmen; es gibt 1 Enthaltung. Der Präsident entscheidet zugunsten des ursprünglichen Antrages des Staatsrats.

Le 28 février 2023

Den 28. Februar 2023